

4

R a p p o r t



0

a n n u e l



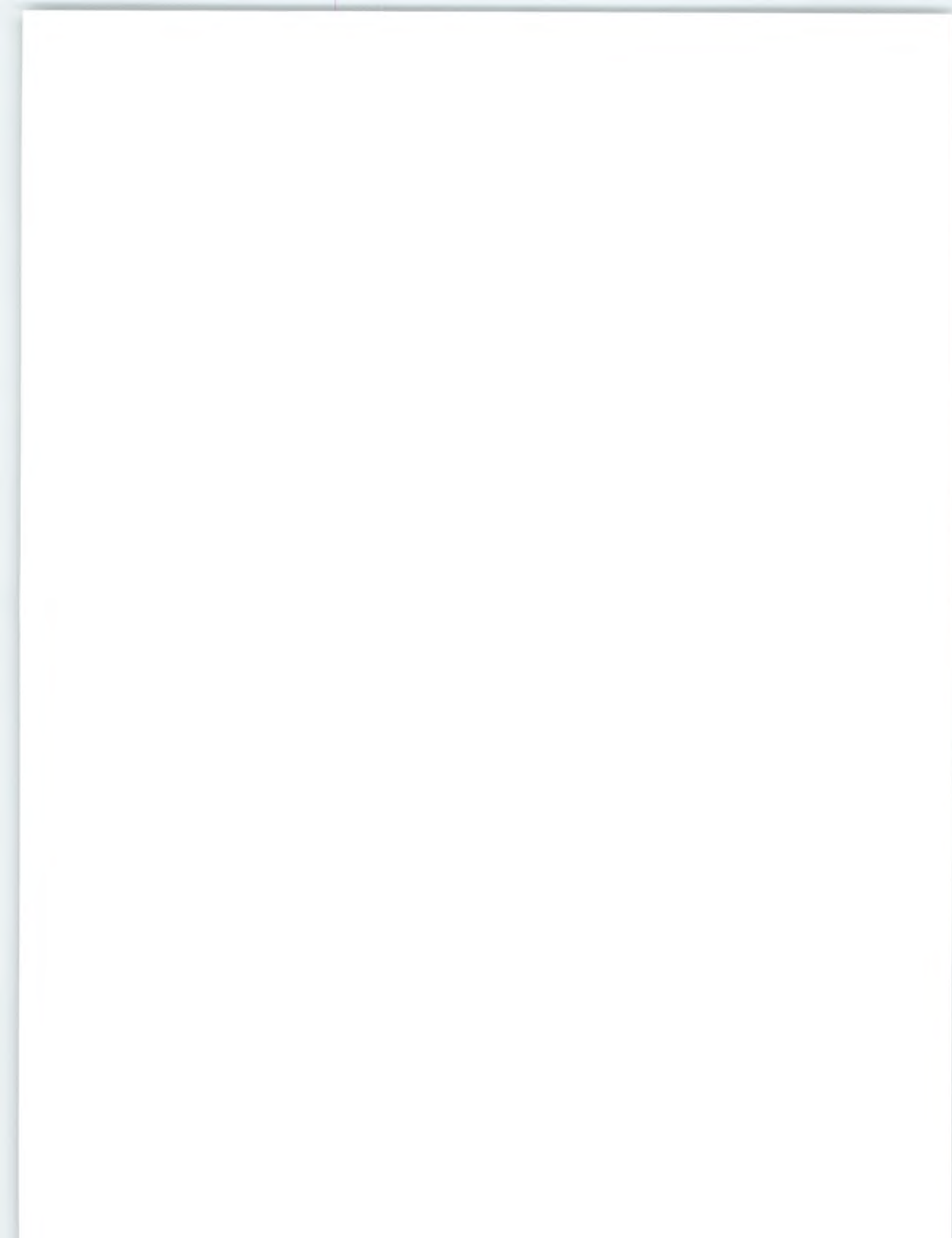
0

d ' a c t i v i t é

CSST

2





Monsieur Michel Bissonnet
Président de l'Assemblée nationale du Québec

Monsieur Laurent Lessard
Ministre du Travail

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous transmettre le
Rapport annuel d'activité de la Commission
de la santé et de la sécurité du travail pour
l'année 2004, tel qu'il m'a été remis par
son président du conseil d'administration
et chef de la direction.

Veillez agréer, Monsieur le Président,
l'assurance de ma considération distinguée.

Le ministre du Travail,

Laurent Lessard

Monsieur le Ministre,

Conformément à l'article 163 de la *Loi sur
la santé et la sécurité du travail*, j'ai l'honneur
de vous présenter le *Rapport annuel d'activité*
de la Commission de la santé et de la
sécurité du travail pour l'année 2004.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre,
l'expression de mes sentiments les plus
respectueux.

Le président du conseil d'administration
et chef de la direction,

Gérard Bibeau

Le *Rapport annuel d'activité* de la Commission de la santé et de la sécurité du travail a été préparé par la Direction des communications, en collaboration avec la Direction de la comptabilité et de la gestion de l'information.

Coordination de la rédaction

Roc Généreux, CSST

Rédaction

Dominique Dos Ghali

Jean Garon, Polyscript

Diane Méryneau, CSST

Danielle Brouard, CSST

Révision linguistique

Claudette Lefebvre et Fanny Provençal, CSST

Correction des épreuves

Claudette Lefebvre et Fanny Provençal, CSST

Coordination de la production

Lucie Duhamel, CSST

Conception graphique et infographie

Jean Frenette Design

Suivi d'impression et de distribution

Lise Tremblay, CSST

Impression

Imprimeries Transcontinental inc.

Reproduction autorisée avec mention de la source

© Commission de la santé et de la sécurité du travail du Québec

Dépôt légal – Bibliothèque nationale du Québec, 2005

ISBN : 2-550-44314-4

ISSN : 1191-8939

L'ANNÉE 2004 EN QUELQUES CHIFFRES

Travailleurs couverts par le régime de santé et de sécurité du travail ¹	3 016 200
Établissements ²	239 413
Dossiers d'intervention en prévention-inspection ouverts	15 485
Dossiers ouverts à la suite de lésions professionnelles	152 799
Dossiers ouverts à la suite d'un accident du travail et acceptés ³	128 104
Autres dossiers ouverts à la suite d'un accident du travail ⁴	15 241
Dossiers ouverts à la suite d'une maladie professionnelle et acceptés ³	4 802
Autres dossiers ouverts à la suite d'une maladie professionnelle ⁴	4 652
Décès à la suite de lésions professionnelles inscrits aux dossiers ⁵	176
Dossiers ouverts dans le cadre de l'application du programme <i>Pour une maternité sans danger</i>	27 898
Taux moyen de cotisation (décrété) ⁶	2,15 \$
Salaire maximum annuel assurable	55 000 \$
Déficit des opérations de l'exercice courant du FSST	58 289 000 \$
Niveau de capitalisation du FSST ⁷	82,4 %

1. Source : CANSIM, Statistique Canada. Enquête sur la population active. Le nombre présenté correspond au nombre de travailleurs en emploi à temps plein. L'estimation est arrondie à la centaine près. En 2001, Statistique Canada a abandonné définitivement la classification type des industries (CTI), remplacée depuis janvier 1999 par le système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN). Pour cette raison, la répartition du nombre de travailleurs selon le secteur d'activité économique n'est plus disponible.
2. Nombre d'établissements ouverts pendant au moins une journée en 2004.
3. Nombre de dossiers ouverts entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2004 et pour lesquels, au 1^{er} mars 2005, la dernière décision rendue est « demande d'indemnisation acceptée ». Les décès reliés à une lésion professionnelle sont compris dans ce nombre.
4. Nombre de dossiers ouverts entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2004 et pour lesquels, au 1^{er} mars 2005, la dernière décision rendue est « demande d'indemnisation refusée », « en suspens » ou « inconnue ».
5. Nombre de décès reliés à une lésion professionnelle pour lesquels, au 31 décembre 2004, la date d'inscription de l'acceptation se situe entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2004.
6. Par 100 \$ de masse salariale assurable.
7. Ce pourcentage a été établi en fonction de la proportion de l'actif sur le passif.

TABLE DES MATIÈRES

Message du président du conseil d'administration et chef de la direction	5
Principales réalisations	9
Application des lois et politiques	28
Recommandations du Vérificateur général	33
États financiers du Fonds de la santé et de la sécurité du travail	35
États financiers de la Commission de la santé et de la sécurité du travail	63

M e s s a g e d u p r é s i d e n t
d u c o n s e i l d ' a d m i n i s t r a t i o n
e t c h e f d e l a d i r e c t i o n



LA CSST : 25 ANS D'ACTION ET DE PRÉVENTION !

En septembre 2004, j'ai eu l'honneur d'être nommé président de la Commission de la santé et de la sécurité du travail (CSST), un organisme que je connais bien pour y avoir assumé pendant 10 ans les fonctions de vice-président aux opérations. Je suis très heureux de renouer avec les 4000 employés qui, à l'échelle du Québec, s'efforcent d'offrir un service de qualité à trois millions de travailleurs et à 185 000 employeurs.

Mon retour à la CSST coïncide avec un événement d'importance : les 25 ans de la *Loi sur la santé et la sécurité du travail* (LSST). Adoptée par l'Assemblée nationale en décembre 1979, cette loi a permis la création de l'Institut de recherche Robert-Sauvé en santé et en sécurité du travail (IRSST) et de la CSST, l'organisme qui s'est vu confier l'administration du régime de santé et de sécurité du travail. Ce régime, axé sur le paritarisme, favorise la prise en charge de la prévention par les parties en vue d'éliminer les dangers à la source dans les milieux de travail.

Afin de promouvoir la prévention, et de concert avec ses clientèles et ses partenaires, la CSST intervient auprès des milieux de travail selon un ordre de priorité établi en fonction de l'importance des risques. Ainsi, au cours de ces 25 années, elle a élaboré et mis en application plusieurs programmes d'intervention et plans d'action. Elle a aussi participé aux travaux de comités paritaires, contribué à l'établissement de normes et de règlements en santé et en sécurité du travail, et effectué plus de 15 000 interventions en prévention-inspection par année dans tous les secteurs d'activité.

À titre de président de la CSST, je peux affirmer que ces efforts conjugués donnent des résultats probants! En 1990, la CSST déplorait le décès de 284 travailleurs, contre 176 en 2004. Une diminution de près de 40%! Le nombre de lésions professionnelles connaît aussi un recul : en dépit de l'augmentation du nombre de travailleurs, le nombre de lésions a chuté de 42 % au cours des 14 dernières années.

Les statistiques le prouvent : les milieux de travail se préoccupent davantage de la santé et de la sécurité du travail et adoptent plus volontiers une démarche proactive en matière de prévention.

Chaque année, en mettant à exécution ses plans d'action, la CSST continue de favoriser la prise en charge de la santé et de la sécurité du travail par le milieu. Elle a donc appliqué, pour une septième année de suite, le plan d'action construction, qui ciblait notamment les risques liés aux travaux exécutés près des lignes électriques.

Pour aider les milieux de travail à améliorer leur performance en matière de santé et de sécurité du travail, la CSST met à leur disposition des outils de prévention adaptés à leur réalité. De plus, en vue de les sensibiliser aux risques que comporte leur secteur d'activité et de les informer des mesures à prendre pour éviter la répétition d'accidents, elle publie les conclusions de ses rapports d'enquête.

Souhaitant souligner les innovations en santé et en sécurité du travail, la CSST décerne, chaque année, un nombre toujours plus grand de prix aux milieux de travail ayant mis au point une méthode de prévention novatrice. En 2004, 150 entreprises de 10 régions du Québec ont participé au concours *Prix reconnaissance en santé et sécurité du travail*, saisissant ainsi l'occasion de faire connaître leurs réalisations.

Tout en sensibilisant les milieux de travail à la prévention, nous croyons qu'il faut aussi amener les jeunes à croire en la prévention. Malheureusement, une évidence s'impose : trop de jeunes se blessent ou meurent à la suite d'un accident du travail. Ce constat a amené la CSST à mettre au point le plan d'action jeunesse, qui vise à favoriser l'acquisition, par les futurs travailleurs et employeurs, d'une culture de la prévention. Voilà pourquoi cette initiative a continué sur sa lancée en 2004, permettant à la CSST de joindre les jeunes où ils se trouvent : dans les écoles primaires et secondaires, les établissements de formation professionnelle et technique, les universités et les milieux de travail.

Du côté de la réparation, les directions régionales ont mis l'accent sur le service personnalisé, portant une attention particulière aux travailleurs ayant subi une lésion grave et à ceux présentant un risque de passage à la chronicité. Que ce projet d'importance se soit poursuivi de plus belle en 2004 prouve bien que la CSST, un organisme à l'écoute de ses clients, n'hésite pas à revoir ses façons de faire pour s'adapter aux nouvelles réalités.

Dans un objectif d'équité, la CSST a aussi poursuivi l'adaptation de la structure de classification des employeurs pour qu'elle reflète mieux les réalités des entreprises. En conséquence, les employeurs sont assurés d'être classés dans une unité correspondant en tout point aux activités qu'ils exercent. Le processus de reclassification allant bon train, les travaux se termineront en 2007, comme prévu.

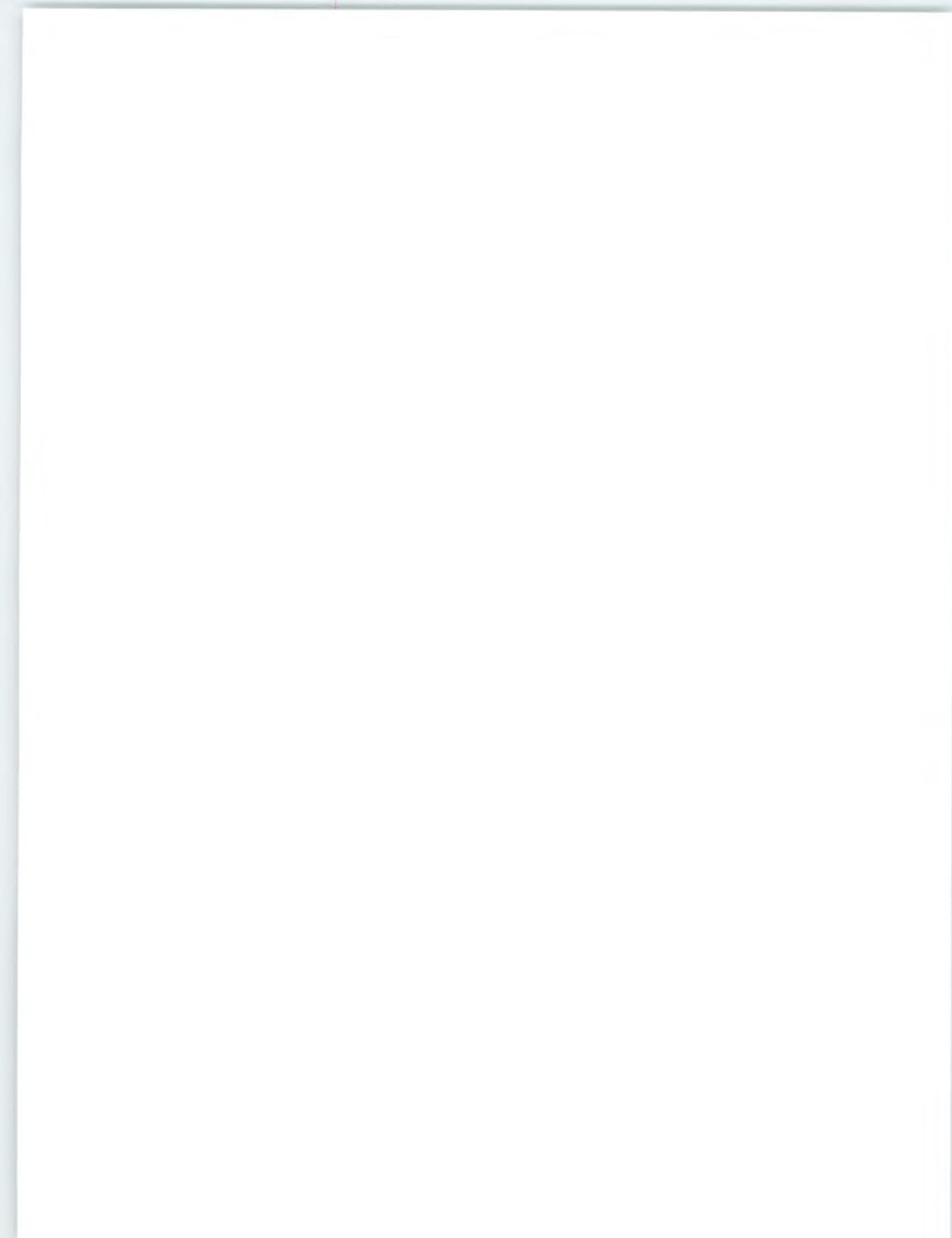
Pour l'année 2004, le Fonds de la santé et de la sécurité du travail a présenté un excédent des revenus sur les dépenses de 375 millions de dollars. C'est plutôt un déficit de 429 millions de dollars qui aurait été annoncé, n'eût été des nouvelles normes comptables de l'Institut canadien des comptables agréés (ICCA). Le surplus s'explique principalement par l'application de ces nouvelles normes comptables, mais aussi par les bons rendements, de l'ordre de 12,8 %, obtenus sur les fonds confiés à la Caisse de dépôt et placement du Québec. Ces résultats traduisent aussi une gestion rigoureuse des opérations courantes du régime de santé et de sécurité du travail.

Ce qui fait la force de la CSST, c'est l'expérience et le savoir-faire de son personnel. Selon les estimations, plus de 50 % de l'effectif sera admissible à la retraite d'ici 2013. En vue de pouvoir composer efficacement avec ces nombreux départs, la CSST a adopté un plan de gestion de la relève pour s'assurer de la disponibilité d'un personnel qualifié et permettre le transfert de l'expertise.

Aujourd'hui, comme il y a 25 ans, la CSST s'illustre par son efficacité et son dynamisme. Résolument axée sur la qualité du service à la clientèle, elle n'en continue pas moins d'assumer avec rigueur l'administration du régime de santé et de sécurité du travail, servant ainsi les intérêts des travailleurs et des employeurs du Québec.

Le président du conseil d'administration et chef de la direction,

Gérard Bibeau



P r i n c i p a l e s r é a l i s a t i o n s

LA PRÉVENTION SUR TOUS LES PLANS

La CSST poursuit ses activités de sensibilisation à la prévention des accidents du travail, un objectif au cœur de son mandat. Dans ce but, non seulement applique-t-elle des plans d'action visant des secteurs d'activité précis ou des clientèles particulières, mais elle soutient aussi les efforts concertés des travailleurs et des employeurs en vue d'éliminer les dangers à la source.

La prévention sur les chantiers de construction : un plan d'action dont l'application s'intensifie d'année en année

En 2004, le secteur de la construction est demeuré fort actif, puisqu'on y a noté une augmentation de 10 % du nombre d'heures travaillées dans l'ensemble des chantiers par rapport à 2003. Malgré cette hausse du nombre des heures travaillées, le nombre de décès survenus dans ce secteur a diminué au cours de la dernière année. En effet, on déplorait 35 décès en 2003 contre 32 — 10 accidents du travail et 22 maladies professionnelles — en 2004. Le nombre de lésions professionnelles subies en 2004 s'élève à 8929 et se divise comme suit : 8662 accidents du travail et 267 maladies professionnelles. La sécurité sur les chantiers demeure encore et toujours une des préoccupations majeures de la CSST.

Pour une septième année de suite, la CSST a mis en œuvre un plan d'action destiné tout particulièrement à ce secteur. Son objectif? Éliminer certains dangers qui ont des conséquences graves dans le milieu de la construction au Québec. Les interventions des inspecteurs de la CSST sur les gros chantiers ont pour but de favoriser la prise en charge de la gestion de la santé et de la sécurité du travail par les employeurs et les travailleurs et de faire appliquer le programme de prévention. Les inspecteurs ont aussi été présents sur les autres types de chantiers : tout au long de l'année sur les chantiers de petite et moyenne importance (moins de 25 travailleurs) et sur les chantiers à haut risque, et à l'occasion d'une opération ponctuelle menée au printemps sur les chantiers résidentiels.

Le plan d'action construction vise six cibles. Si les règles qui y sont établies ne sont pas respectées, les inspecteurs de la CSST appliquent le principe de la « tolérance zéro ». Au besoin, ils prennent des mesures comme la délivrance de constats d'infraction ou la fermeture de chantiers. Ce principe a été appliqué en ce qui a trait :

- aux travaux d'excavation et de tranchée ;
- aux travaux en hauteur ;
- aux travaux exécutés près de lignes électriques ;
- aux travaux sur des échafaudages ;
- à l'utilisation d'une échelle ;
- à tout travail comportant l'émission de poussières d'amiante dans des conditions non sécuritaires.

Les associations d'employeurs et les associations syndicales ont été informées de la teneur du plan d'action et ont été invitées à collaborer à son application. De plus, les dirigeants d'entreprise ont été tenus informés de la situation en matière de santé et de sécurité du travail sur leurs chantiers respectifs.

La CSST a déployé tous les moyens nécessaires afin de mieux faire connaître les mesures de prévention à adopter sur les chantiers de construction et les sanctions pouvant être imposées aux employeurs fautifs. Elle a d'ailleurs délivré 50 % de constats d'infraction de plus que l'an dernier. La plupart de ces constats avaient pour objet les mesures à prendre pour prévenir les chutes de hauteur ou pendant des travaux d'excavation. En outre, 430 condamnations ont été publiées dans les quotidiens ou dans les journaux locaux.

Pour l'année 2005, la CSST prévoit poursuivre dans le même sens, non seulement afin de maximiser les répercussions de son plan d'action, mais encore pour que s'améliore sans cesse le bilan des chantiers de construction québécois en matière de santé et de sécurité du travail.

Un plan d'action jeunesse bien de son temps

Les statistiques sur la fréquence des accidents du travail chez les travailleurs de 24 ans ou moins ont amené la CSST à faire des jeunes l'une de ses priorités. En collaboration avec ses partenaires, la CSST a ainsi mis en œuvre un plan d'action comportant trois volets et visant l'acquisition d'une culture de la prévention par les futurs travailleurs et employeurs du Québec.

Le premier volet du plan d'action vise la sensibilisation des jeunes des écoles primaires et secondaires à la prévention. En un an, le taux de participation des écoles au Défi prévention jeunesse a augmenté de 39 % et le nombre

de projets présentés s'est accru de 55 %. Comme par les années passées, des capsules vidéo présentant des projets du Défi ont été diffusées pendant le téléthon Opération Enfant Soleil. À plusieurs reprises cette année, la CSST a pu, grâce à un stand d'information, sensibiliser les jeunes et leurs enseignants à l'importance d'acquiescer des habitudes de prévention.

Le deuxième volet du plan d'action vise à intégrer la prise en charge de la santé et de la sécurité dans les établissements de formation professionnelle et technique. La CSST a mené dans les centres de formation professionnelle divers projets visant à s'assurer que les lieux et l'équipement sont sécuritaires et que les notions de santé et de sécurité du travail sont intégrées à l'enseignement. Elle a accueilli, au premier Colloque jeunesse du Grand Rendez-vous en santé et sécurité du travail, des jeunes fréquentant ce type d'établissement. Elle a aussi collaboré aux Olympiades québécoises de la formation professionnelle et technique. La CSST a en outre signé une entente avec l'Ordre des chimistes du Québec en vue, notamment, d'intégrer la santé et la sécurité du travail dans la formation universitaire des étudiants en chimie. À cette occasion, elle a affirmé son intention de conclure de nouvelles ententes de ce type avec différents ordres professionnels.

Enfin, le troisième volet du plan d'action concerne l'intégration des jeunes au marché du travail. Dans ce but, l'Escouade jeunesse de la CSST a organisé 467 séances d'information sur l'importance de la prévention. Dans les entreprises et en présence des employeurs, l'Escouade a ainsi rencontré, en 2004, pas moins de 5016 jeunes travailleurs. D'après les données obtenues, il ressort que 95 % des jeunes travailleurs et 98 % des employeurs se sont dits satisfaits des présentations de l'Escouade. Mieux encore, 82 % des jeunes travailleurs affirment que les présentations les ont incités à passer à l'action sur le plan de la prévention.

La prévention dans le secteur de l'agriculture : un travail soutenu

La CSST organise plusieurs activités pour promouvoir la santé et la sécurité du travail dans le secteur de l'agriculture ou y participe. Parmi ces activités, soulignons le *Colloque annuel des partenaires de l'agriculture en santé et sécurité du travail*, organisé par l'Union des producteurs agricoles (UPA). Le colloque, qui avait pour thème « La prévention, ça se cultive », visait notamment à consolider les liens de partenariat sur le plan régional. L'activité a réuni en ateliers, outre des producteurs agricoles, des conseillers en prévention de l'UPA, des inspecteurs de la CSST ainsi que des représentants du réseau de la santé au travail.

En 2004, la *Semaine de la prévention en agriculture*, qui s'est déroulée du 10 au 17 mars, a donné lieu à une vaste campagne de sensibilisation sur l'utilisation sécuritaire du tracteur. Les fédérations régionales de l'UPA ont organisé 51 ateliers sur le sujet et les équipes régionales de la CSST et du réseau de la santé au travail y ont participé.

Pour sa part, la CSST s'est de nouveau associée au cégep de Lévis-Lauzon et à son Département de techniques de gestion agricole pour mettre au point des outils de sensibilisation, notamment le guide de prévention *L'utilisation sécuritaire du tracteur*. Ces outils sont destinés aux intervenants, aux travailleurs et aux employeurs du milieu agricole.

En outre, pour favoriser la prise en charge de la santé et de la sécurité du travail par les producteurs agricoles, la CSST et l'UPA ont convenu d'intervenir directement auprès des fédérations spécialisées. L'objectif est d'élaborer et de mettre en œuvre des plans d'action adaptés à la situation particulière de chacune. La Fédération des producteurs de cultures commerciales du Québec est la première à participer à cette opération. Deux cibles prioritaires ont été déterminées, à savoir les

dangers liés aux pièces en mouvement et ceux liés aux travaux dans les espaces clos. On compte ainsi encourager les producteurs agricoles à corriger les situations dangereuses en vue de réduire la fréquence et la gravité des accidents.

Baisse marquée du nombre d'accidents en forêt !

En vue de réduire le nombre d'accidents graves chez les travailleurs forestiers, la CSST, par l'entremise du comité paritaire de prévention du secteur forestier, a consenti une subvention de 1 600 000 \$ pour les années 2001 à 2003, puis une autre de 610 000 \$ pour les années 2004 et 2005, sommes que le comité a utilisées pour former les travailleurs forestiers en abattage manuel.

Le 31 décembre 2003, les subventions avaient déjà permis à plus de 2400 travailleurs et contremaîtres des régions forestières du Québec de bénéficier du programme de formation. D'ici la fin de 2005, grâce au renouvellement de la subvention, 1000 travailleurs de plus obtiendront à leur tour leur certificat d'abatteur professionnel.

Les statistiques témoignent des résultats concluants qui découlent de cette initiative. Au cours des dernières années, le nombre d'abatteurs victimes de lésions a diminué de façon considérable, passant de 480 en 2000 à 270 en 2003. En conséquence, au cours des années 2000 à 2003, les coûts associés à ce type de lésions ont diminué d'environ 5 millions de dollars.

Il ne fait aucun doute qu'en appliquant une méthode de travail sécuritaire les travailleurs forestiers sont beaucoup moins exposés aux risques d'accidents. En 2005, la CSST investira donc de nouveau dans le programme de formation en abattage manuel.

Les travaux du comité paritaire de l'environnement vont bon train

Les travaux du comité paritaire de l'environnement, un groupe créé par la CSST en vue de rendre plus sécuritaires les méthodes de travail dans le secteur du nettoyage industriel, notamment, ont permis de mener à terme bon nombre de projets.

Trois guides de prévention ont été distribués aux entreprises qui effectuent des travaux de nettoyage industriel, une activité qui présente des risques d'accidents élevés pour les travailleurs. Fruit des efforts concertés de représentants du milieu, les guides proposent des méthodes de travail sûres et des équipements de protection adaptés à la nature des activités, qu'il s'agisse du nettoyage au jet d'eau sous très haute pression, du pompage à vide ou du travail en espace clos. Ces guides, qui totalisent quelque 300 pages, ont également servi à la conception d'un programme de formation qui permet aux travailleurs affectés au nettoyage industriel d'acquérir les compétences voulues en milieu de travail.

Les travaux du comité ont aussi montré la nécessité de sensibiliser les opérateurs en nettoyage industriel, leurs employeurs et le personnel des salles d'urgence des établissements de santé à l'importance d'agir promptement en cas de blessure pénétrante causée par un liquide sous haute pression. C'est pourquoi la *Note au médecin*, un outil de communication conçu en collaboration avec le ministère de la Santé et des Services sociaux, a été distribuée à toutes les clientèles visées.

Sur le plan de la recherche, on a mené à bien des travaux sur les risques d'ordre chimique, biologique ou ergonomique auxquels sont exposés les travailleurs des centres d'entreposage de matières résiduelles dangereuses. De plus, suivant les recommandations du comité, un groupe de recherche commandité

par l'IRSST a terminé la collecte des données sur les réactions physiologiques à l'effort qu'entraînent, chez les travailleurs, les travaux de nettoyage au jet sous haute pression.

Les résultats de tous ces travaux, que la CSST a effectués avec ses partenaires, témoignent de l'efficacité des mécanismes de concertation pour favoriser la prise en charge de la santé et de la sécurité du travail par le milieu.

Condition féminine : les efforts s'intensifient

Fidèle à ses engagements en matière de condition féminine, la CSST a mené à bien de nombreuses activités en partenariat visant à favoriser la prévention dans des secteurs d'activité à prédominance féminine et dans les métiers non traditionnels. Cette année, les activités de communication visaient surtout le personnel des bibliothèques, des imprimeries et des services de police, qui est particulièrement exposé à des risques élevés de troubles musculo-squelettiques (TMS).

Par exemple, l'incidence des TMS chez le personnel des bibliothèques publiques, des femmes dans 95 % des cas, a amené la CSST à concevoir, en collaboration avec l'Association paritaire, secteur des affaires municipales (APSAM), un guide, une vidéo et une affiche visant à sensibiliser les bibliothécaires à l'importance d'adopter des méthodes de travail sécuritaires et d'aménager les lieux pour qu'ils soient ergonomiques et fonctionnels.

Dans le secteur des imprimeries, où les femmes sont fortement représentées, les TMS comptent pour plus de 40 % des lésions. Ce constat a incité la CSST et l'Association paritaire, secteur imprimerie et activités connexes à concevoir un outil de diagnostic destiné à faciliter le repérage et l'évaluation des facteurs de risques de TMS, en plus de favoriser la prise en charge de la santé et de la sécurité du travail par le milieu et l'amélioration continue des façons de faire.

Dans les services de police, le poids du ceinturon peut occasionner des lésions. La CSST, de concert avec l'APSAM et le Service de police de la Ville de Montréal, a proposé des solutions pour prévenir les TMS chez les policiers et les policières. Une vidéo, des fiches techniques et des affiches ont ainsi été présentées au milieu.

Faisant d'une pierre deux coups, la CSST et ses partenaires ont saisi l'occasion du Grand Rendez-vous en santé et sécurité du travail pour lancer tous ces outils de communication, fruits de leurs efforts concertés. Une fois de plus, la CSST et ses partenaires ont ainsi exprimé leur volonté de promouvoir ensemble la santé et la sécurité du travail.

Le Centre de médecine de plongée du Québec ouvre ses portes

Étant donné la fréquence des accidents graves chez les plongeurs professionnels, la CSST a créé, en 1997, un comité d'experts chargé de réviser la réglementation en matière de plongée sous-marine. À l'issue de ses travaux, le comité a proposé une nouvelle réglementation, qui devrait être publiée pour adoption en 2005. Il a aussi recommandé la mise sur pied d'un service d'assistance médicale, projet que la CSST a mené à terme, de concert avec le ministère de la Santé et des Services sociaux.

C'est dans ce contexte que le Centre de médecine de plongée du Québec a vu le jour en janvier 2004, à l'Hôtel-Dieu de Lévis. Le Centre est chargé de coordonner les mesures d'urgence médicales en plongée professionnelle et sportive.

Lorsqu'une personne est victime d'un accident de décompression, il est impératif que le diagnostic posé soit juste, que le délai d'intervention soit court et qu'un protocole de traitement approprié en chambre hyperbare soit observé. Ce type d'accident peut causer une atteinte permanente du système nerveux

central, entraînant ainsi une invalidité permanente. En outre, les coûts humains et financiers que de tels accidents représentent pour la société sont importants.

De mai à novembre 2004, le Centre de médecine de plongée du Québec a répondu à 19 appels d'urgence et à 22 demandes d'information générale, pour un total de 41 appels.

Un service de sauvetage minier d'avant-garde

Le Service du sauvetage minier de la CSST, qui a pour rôle de coordonner les activités liées à la formation et à l'entraînement des sauveteurs miniers, n'a pas ménagé ses efforts au cours des derniers mois. Les équipements des sauveteurs miniers se sont modernisés, d'où la nécessité d'adapter la formation. De nouveaux appareils respiratoires autonomes ont remplacé ceux que les sauveteurs utilisaient depuis 1967. Dans un même élan de modernisation, des détecteurs électroniques de gaz multiples ont été acquis, éclipasant progressivement la traditionnelle lampe de sûreté.

En outre, le *Règlement sur la santé et la sécurité du travail dans les mines* a été modifié. Entre autres améliorations, le règlement comporte maintenant des définitions qui viennent préciser le sens de plusieurs termes, anciens et nouveaux, employés dans les domaines de l'utilisation de l'air, de la ventilation et des explosifs.

Comme chaque année, la CSST a pris une part active à la compétition de sauvetage minier qui s'est déroulée à Chibougamau. Pour la première fois, les concurrents (quatre équipes de neuf travailleurs) portaient le nouvel appareil respiratoire pendant la compétition. Le défi consistait, pour les sauveteurs, à circonscrire un incendie à l'aide d'une barricade pneumatique et d'un générateur de mousse, à secourir des mineurs isolés dans une zone éloignée de la mine, puis à donner les premiers soins à l'un d'eux, gravement brûlé au visage.

Quatre mines ont raflé les honneurs : la mine Doyon de Rouyn-Noranda, la mine Géant dormant d'Amos, la mine Laronde de Cadillac et la mine Niobec de Saint-Honoré.

Une nouvelle norme ISO sur les plates-formes élévatrices

C'est pratiquement chose faite! Couronnant les années d'efforts que la CSST et ses partenaires — l'Institut de recherche Robert-Sauvé en santé et en sécurité du travail (IRSST) et les fabricants d'équipements de sécurité — ont consacrées à l'élaboration d'une nouvelle norme internationale sur les plates-formes élévatrices, le comité ISO a finalement accepté la norme du même nom sur la sécurité des plates-formes se déplaçant le long de mâts. Il ne reste plus qu'à la soumettre pour approbation finale aux 20 pays membres du comité.

Grâce à la certification ISO, les fabricants n'auront plus besoin de réinventer la roue et de refaire toute la batterie de tests chaque fois qu'ils voudront s'assurer de la sécurité de leurs équipements. Il leur suffira de se reporter à la norme, qui leur fournira en détail tous les calculs d'ingénierie et illustrera le design dont ils devront tenir compte. En respectant les normes, les fabricants pourront ainsi garantir que les plates-formes élévatrices demeureront stables.

Toujours plus près du public cible

La CSST profite de nombreuses tribunes pour fournir à ses clients et à ses partenaires de l'information sur différentes questions liées à la santé et à la sécurité du travail. Elle favorise la publication dans les journaux des résultats des rapports d'enquête sur les accidents, accorde des entrevues aux médias et invite les journalistes à des conférences de presse. Chaque année, elle convie la population au Grand Rendez-vous en santé et sécurité du travail et à plusieurs autres événements qu'elle organise dans toutes les régions. Par l'intermédiaire du **Prix reconnaissance en santé et sécurité du travail**, elle fait aussi connaître les réalisations de différentes entreprises en matière de prévention, permettant ainsi aux idées novatrices de se propager.

La prévention sur la place publique Dans le but de favoriser la prévention, la CSST préconise une approche proactive en matière de relations publiques. Par conséquent, elle diffuse les résultats des rapports d'enquête, donne des conférences de presse et organise différentes activités. Elle a accordé quotidiennement, partout au Québec, des entrevues aux médias par l'entremise desquels elle informe ses partenaires, ses clientèles et le grand public avec rapidité et transparence.

La CSST a aussi convié les journalistes à des lancements d'outils de prévention, saisissant chaque fois l'occasion de faire connaître les ressources qu'elle met à la disposition des travailleurs et des employeurs. Elle a aussi fait paraître de nombreux communiqués traitant de différents sujets, notamment les coups de chaleur et les dangers présents sur les chantiers de construction.

Le président et les représentants de la direction ont pris la parole à plusieurs reprises, par exemple à l'occasion de colloques ou de remises de prix organisés dans le contexte du *Prix reconnaissance en santé et sécurité du travail*.

La diffusion des rapports d'enquête : une occasion de parler de prévention ! À l'issue de ses enquêtes, la CSST a donné 30 conférences de presse dans différentes régions du Québec et publié 42 communiqués. Fidèle à sa mission, elle a profité de ces conférences pour rappeler aux employeurs et aux travailleurs l'importance de prévenir les dangers présents dans leur milieu de travail, de les éliminer à la source et de les contrôler.

C'est d'ailleurs dans ce but qu'elle fait connaître, à l'échelle de la province, les recommandations et les mesures préventives qu'elle propose en vue d'éviter la répétition d'accidents graves. C'est aussi pour cette raison qu'elle publie, dans son site Web, une version dépersonnalisée de tous les rapports d'enquête qu'elle a produits depuis 1990.

La CSST tire de ses rapports d'enquête certains des éléments qui lui permettent de mettre au point des outils de prévention et des plans d'action. L'*Avis danger* sur le nettoyage des cabines de pulvérisation de peinture automobile, rédigé à la suite d'un accident ayant causé des blessures graves à deux travailleurs, en est un bel exemple. Cet avis a été distribué aux employeurs et aux travailleurs visés, aux écoles de formation professionnelle, aux

fournisseurs de cabines de pulvérisation, aux associations sectorielles paritaires touchées, ainsi qu'à l'Association des fabricants de meubles du Québec.

Un Grand Rendez-vous des plus populaires...

Depuis quelques années, la tradition se perpétue. La CSST organise maintenant, autant à l'échelle provinciale que régionale, des rencontres qui permettent de réunir sous un même toit travailleurs, employeurs, partenaires, intervenants en santé et sécurité du travail et grand public. Ces rencontres constituent une tribune de choix pour sensibiliser l'ensemble de la population à la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles.

Soulignons à cet égard la quatrième édition du Grand Rendez-vous en santé et sécurité du travail et les nombreux colloques régionaux organisés durant l'année 2004. Encore une fois, ces événements ont suscité un degré de participation appréciable, et le thème de la prévention au travail chez les jeunes a rallié bon nombre d'étudiants inscrits à divers programmes de formation professionnelle.

Tenu au Palais des congrès de Montréal en novembre dernier, le Grand Rendez-vous a attiré à lui seul quelque 5700 visiteurs, soit 8 % de plus qu'en 2003. Au programme : 5 conférences portant sur des sujets touchant la prévention au travail et un salon où 209 exposants ont animé diverses activités et lancé de nouveaux produits. La CSST était du nombre avec ses 13 stands d'exposition, saisissant l'occasion d'informer les visiteurs et de répondre à leurs questions. On estime que plus de 90 % des participants ont visité les stands de la CSST. Un franc succès !

Grâce à son volet jeunesse, le Grand Rendez-vous a également été le théâtre d'un rassemblement de plus de 300 étudiants en maintenance industrielle de centres de formation professionnelle de Montréal et de Laval, accompagnés de leurs enseignants. À l'aide de

simulateurs et de mises en situation, on y a animé 4 ateliers ayant respectivement pour thème la sécurité des machines, les espaces clos, les travaux en hauteur et l'hygiène des mains au travail. Une expérience concrète et convaincante pour les jeunes.

Et des colloques régionaux très courus !

Sur la scène régionale, la dixième édition du colloque de Longueuil, présentée en mars au collège Édouard-Montpetit, a offert un programme qu'ont fort apprécié les quelque 600 participants, notamment pour la pertinence des solutions proposées en vue de régler les problèmes de santé et de sécurité du travail que connaissent les entreprises de la région. En plus d'une quinzaine de stands d'exposition, une quinzaine d'ateliers, dont trois de formation, ont été proposés aux participants. Trois éléments du programme ont attiré chacun plus de 100 visiteurs : la formation concernant les enquêtes sur les accidents du travail, l'atelier sur la santé psychologique et la conférence humoristique « La série rouge », où il était question de certains comportements vis-à-vis des risques présents dans les milieux de travail.

Du côté des Laurentides, le colloque régional, qui s'est tenu en avril, a largement dépassé son objectif en accueillant 472 participants. Fait à noter, plus de 80 % des visiteurs s'y sont inscrits en ligne, y compris un étudiant de l'Université de Quisqueya, en Haïti. Les activités du volet jeunesse ont suscité une forte participation de la part des jeunes travailleurs et des étudiants.

Quant aux régions de Québec et de la Chaudière-Appalaches, leur colloque a connu le plus fort achalandage en 14 ans, en accueillant tout près de 2000 visiteurs. Là aussi, le volet jeunesse a joui d'une grande popularité, attirant environ 450 étudiants en formation professionnelle dans le domaine de la carrosserie et de la mécanique automobile. Le nouveau président de la CSST, M. Gérard Bibeau, a d'ailleurs profité de l'occasion pour

s'adresser aux jeunes et leur faire part de l'importance que l'organisme leur accorde. Soulignons également la conférence du coureur et chroniqueur automobile Bertrand Godin : son expérience de pilote et les moyens qu'il applique pour contrôler les risques inhérents à son métier ont su captiver l'auditoire.

Au cœur du Québec, ce sont plus de 800 participants qui sont venus assister au 8^e Carrefour de la santé et de la sécurité du travail Mauricie et Centre-du-Québec. Sous le thème *Pour échanger les bonnes idées!*, le Carrefour a présenté une vingtaine de conférences sur des sujets très variés. Mentionnons, à titre d'exemples, la santé mentale, l'ergonomie, la sécurité des machines, la prévention des accidents du travail chez les jeunes, les contraintes thermiques, le vieillissement de la population et les microbes. Le Carrefour a aussi été l'occasion de souligner les efforts consacrés à la prévention par trois établissements de la région qui se sont vu décerner un *Prix reconnaissance en santé et sécurité du travail*. Fort de sa volonté d'encourager les travailleurs et les employeurs de la région à prendre en charge la santé et la sécurité du travail dans leurs milieux, le comité organisateur du Carrefour planifie l'édition 2005 avec beaucoup d'enthousiasme.

Enfin, l'extrémité Est du Québec a aussi tenu un colloque itinérant en octobre, à New Richmond et à Sainte-Anne-des-Monts. La septième édition du Rendez-vous en santé-sécurité de la région de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine, qui avait pour thème *La santé et la sécurité du travail : un objectif au quotidien*, a accueilli 170 participants issus de 80 établissements publics et privés de la région gaspésienne. Les participants ont également pu assister à une conférence et visiter l'un des stands d'information où la CSST et ses partenaires proposaient de la documentation sur des sujets variés.

PRIX RECONNAISSANCE EN SANTÉ ET SÉCURITÉ DU TRAVAIL : 28 LAURÉATS EN 2004 !

Le *Prix reconnaissance en santé et sécurité du travail* permet aux travailleurs et aux employeurs de faire connaître les initiatives qu'ils prennent pour éliminer les dangers présents dans leur milieu de travail. En 2004, 28 établissements de 10 régions différentes ont remporté ce prix. En 2005, toutes les régions du Québec participeront à ce concours, qui se nommera dorénavant *Prix innovation en santé et sécurité du travail*.

Pour donner des exemples de l'esprit novateur des établissements en matière de santé et de sécurité, voici le témoignage de trois lauréats qui ont présenté une réalisation dans l'une des trois catégories du concours.

Un agent de blanchiment blanchi de tous les maux !

L'exposition aux poussières d'hydrosulfite de sodium, un agent de blanchiment utilisé pour la pâte à papier, cause des maux de tête et des irritations de la peau et des bronches. Pour réduire les risques d'exposition, les employés et les membres du comité de santé et de sécurité de **HYDRO TECHNOLOGIES CANADA INC.**, une entreprise de l'arrondissement Sainte-Foy, à Québec, ont conçu un système novateur pour vidanger les barils d'hydrosulfite de sodium sans émettre de poussière.

« Cette invention peut servir à n'importe quelle entreprise qui doit manipuler une matière dangereuse en poudre. »

Guy Maltais, opérateur

« On a appris qu'il faut impliquer les gens, puisque c'est toujours eux qui trouvent les meilleures solutions pour rendre leur travail plus sécuritaire. Et notre valeur principale, c'est la santé et la sécurité de nos travailleurs. »

Gilles Duval, directeur des opérations

Une dériveteuse pour faire « dériver » les risques...

Les travailleurs de **MATÉRIAUX BLANCHET INC.**, une entreprise d'Amos, en Abitibi-Témiscamingue, ont conçu une presse hydraulique pour extraire les rivets qui fixent les dents des scies tronçonneuses. Jusqu'à ce jour, cette réalisation a permis de diminuer le nombre de blessures attribuables au maniement du marteau, d'éliminer les bruits de martèlement et de réduire des deux tiers le temps qu'exige ce travail.

« Le travail se fait en une heure au lieu de quatre et, quand j'ai fini, je n'ai plus mal au dos. »

Louis Tremblay, affûteur

« Cette solution sécuritaire est facilement applicable à d'autres domaines de l'industrie du sciage. »

Noël Langlois, contremaître d'usine

Une brosse... rapide !

Employés par la **VILLE D'ALMA**, au Saguenay-Lac-Saint-Jean, les travailleurs chargés de nettoyer manuellement les bandes des patinoires des arénas en utilisant des produits chimiques corrosifs souffraient de maux de dos et de maux aux bras. La solution ? Une brosse latérale fixée à la surfaceuse et mue par un moteur hydraulique, qui permet de polir les bandes beaucoup plus rapidement qu'auparavant et sans douleur.

« Depuis l'ouverture du Centre Mario-Tremblay, on se préoccupe beaucoup de prévention et on a toujours insisté pour que nos travailleurs tentent d'atteindre les objectifs de la loi : éliminer les dangers à la source. »

Pierre Landry, directeur des ressources humaines

LAURÉATS 2004

Valleyfield

LES HÉLICOPTÈRES CANADIENS LTÉE

Fabrication d'un réservoir pour transvaser le carburant

EXCAVATION LOISELLE ET FRÈRES INC.

Conception d'un support ajustable servant à soutenir la perceuse à béton

GRACE CANADA INC.

Conception d'un treuil électrique servant à déplacer une pompe submersible

Laurentides

PACCAR DU CANADA

Plate-forme facilitant l'assemblage d'un camion

CHEVRIER PETTIGREW

Améliorations des infrastructures de travail

LES ENTREPRISES LUC FILLION

Martelage des chicots en territoire de coupe

Mauricie et Centre-du-Québec

MÉGATECH ÉLECTRO INC.

Machine à pousser les gaines sur les fils

CORUS S.E.C.

Bras de sauvetage pour espace clos

PÉPINIÈRE FORESTIÈRE DE GRANDES-PILES, MINISTÈRE DES RESSOURCES NATURELLES, DE LA FAUNE ET DES PARCS DU QUÉBEC

Levier pour soulever et rabaisser les récipients de plants

Outaouais

ATTACHE-REMORQUES GATINEAU

Mise en œuvre de moyens de prévention

HERVÉ POMERLEAU INC.

Poteau de garde-corps

CENTRE HOSPITALIER PIERRE-JANET

Cordon de sécurité pour carte d'identité

Chaudière-Appalaches

AOPUR, USINE DE BEAUCEVILLE

Élaboration du programme P.I.E.D. :
Programme d'identification et d'élimination
des dangers

TRANSCONTINENTAL IMPRIMERIE INTERGLOBE INC.

Désignation des bouteilles transparentes
compressibles à l'aide d'une étiquette
SIMDUT

CENTRE RÉGIONAL DE SERVICES AUX BIBLIOTHÈQUES PUBLIQUES DE LA CAPITALE-NATIONALE ET DE LA CHAUDIÈRE-APPALACHES INC.

Réaménagement ergonomique pour faciliter
la manutention des livres

Québec

HYDRO TECHNOLOGIES CANADA INC.

Manipulation sécuritaire d'un agent de
blanchiment

GROUPE PERMACON QUÉBEC

Tableau d'apprentissage du verrouillage

SERVICE AÉRIEN GOUVERNEMENTAL

Appareil de levage pour l'installation
d'accessoires d'hélicoptère

Saguenay-Lac-Saint-Jean

RÉCUPÈRE SOL INC.

Support pour prévenir le renversement
des bennes des camions semi-remorques

ENVIRONNEMENT GODIN

Boîte insonorisée réduisant le bruit de
la pompe d'un camion aspirateur

VILLE D'ALMA

Polisseuse de bandes de patinoires

Bas-Saint-Laurent

J.C.O. MALENFANT INC.

Conception d'un garde-corps

TEMBEC, USINE DE MATANE

Mécanisme pneumatique de fermeture
d'un couvercle

INSTITUT DE TECHNOLOGIE AGROALIMENTAIRE DE LA POCATIÈRE

Installation d'un système de ventilation et
de captage à la source de gaz nocifs

Lanaudière

LES INDUSTRIES HARNOIS INC.

Fourches amovibles pour charger des arceaux
métalliques

CENTRE HOSPITALIER RÉGIONAL DE LANAUDIÈRE

Mesures pour manipuler et utiliser un baril
de savon liquide sans risque

Abitibi-Témiscamingue

MATÉRIAUX BLANCHET INC.

Dériveteuse ou presse hydraulique

PÉPINIÈRE TRÉCESSON, MINISTÈRE DES RESSOURCES NATURELLES, DE LA FAUNE ET DES PARCS DU QUÉBEC

Crochet pour la manutention de récipients

À L'ÉCOUTE DES CLIENTS

La CSST ne ménage pas ses efforts pour toujours mieux servir ses clients en affirmant les valeurs qu'elle préconise : le respect, le professionnalisme et l'équité. À l'écoute des travailleurs et des employeurs, elle tient compte des commentaires, des opinions et des suggestions qu'ils expriment pour être en mesure d'adapter ses services en fonction de leurs besoins. C'est pour cette raison qu'elle analyse soigneusement les résultats des sondages qu'elle effectue et la teneur des plaintes qu'elle reçoit.

La Déclaration de services : les clients avant tout !

Pour faire de l'amélioration de la qualité de ses services un processus continu, la CSST s'est dotée d'une *Déclaration de services* par laquelle elle a pris des engagements réalisables et mobilisateurs à l'égard de ses clients. Ces engagements, fondés sur des principes de respect, de professionnalisme et d'équité, guident ses façons de faire.

D'abord, la notion de respect signifie que le client peut s'attendre à recevoir un service rapide et courtois. Ensuite, le professionnalisme se définit par l'établissement d'un climat de confiance entre le client et le personnel de la CSST. Enfin, le principe de l'équité sous-entend que le personnel de la CSST se préoccupe de traiter chaque client de façon équitable, en tenant compte de ses besoins et en respectant les lois et les règlements en vigueur.

Un an après avoir publié sa *Déclaration de services*, la CSST a voulu évaluer le degré de satisfaction de sa clientèle par rapport au

respect de ses engagements. Les résultats de cette consultation sont positifs. De prime abord, 97 % des travailleurs estiment que les employés de la CSST se sont montrés polis à leur égard. Ils affirment aussi, dans des proportions respectives de 88 % et de 81 %, que les employés ont non seulement pris le temps de les écouter, mais encore qu'ils se sont assurés que les explications données avaient été bien comprises. De surcroît, 90 % des travailleurs sont d'avis que le langage utilisé par les employés de la CSST est simple, clair et compréhensible. Enfin, ils s'entendent à 96 % pour dire que les employés leur ont donné des renseignements clairs et, dans une proportion de 89 %, qu'ils l'ont fait au bon moment.

Les engagements de la CSST expriment sa volonté d'améliorer constamment la qualité des services qu'elle offre à ses clients.

Sondage auprès des travailleurs indemnisés conformément à l'« ancienne » Loi sur les accidents du travail

Au Québec, les travailleurs ayant subi des lésions professionnelles avant 1986 sont couverts en vertu de l'« ancienne » *Loi sur les accidents du travail*. Ces clients sont en contact avec la CSST depuis longtemps. Un sondage mené en 2004 a permis à la CSST de connaître la nature des améliorations au processus souhaitées par les travailleurs qui sont toujours indemnisés conformément à cette loi. En analysant les résultats du sondage, la CSST a pu évaluer le degré de satisfaction de cette clientèle à l'égard des services offerts.

Dans l'ensemble, le sondage révèle un degré de satisfaction générale de l'ordre de 83 %. Plus précisément, 91 % des travailleurs sentent qu'on les écoute, 94 % jugent faciles à comprendre les communications écrites et, dans une proportion de 91 %, les communications verbales avec la CSST. De plus, 89 % d'entre eux estiment suffisante l'information qu'ils reçoivent sur le détail du remboursement des frais liés à leur situation. Ils se disent également satisfaits des services fournis par l'agent

chargé de leur dossier (87 %), notamment de la compréhension dont il fait preuve (88 %) et de sa promptitude à répondre à leurs appels (86 %).

Les chiffres le confirment : ces clients sont grandement satisfaits des services qu'ils reçoivent. Cela montre, entre autres, que les employés de la CSST s'efforcent constamment de créer un climat de confiance et de rendre des services de qualité.

Le traitement des plaintes adressées à la Direction des relations avec les clientèles

Connaître les sources d'insatisfaction de ses clients permet à la CSST de mieux cerner les problèmes à résoudre et d'y apporter des solutions appropriées. La majorité des plaintes que la Direction des relations avec les clientèles reçoit lui est adressée par les travailleurs. Dans environ 25 % des cas, ces plaintes lui sont transmises par un intermédiaire : le député, le cabinet du ministre, le représentant du travailleur ou, à l'occasion, le Protecteur du citoyen.

La majorité des plaintes touche l'indemnisation et la réadaptation d'un travailleur victime d'une lésion professionnelle (83 %).

L'admissibilité des demandes d'indemnisation ainsi que le calcul et le versement des indemnités constituent les principaux motifs de plainte. Sur l'ensemble des 1140 plaintes traitées en 2004, 37 % portent sur les décisions rendues. Quant au pourcentage des plaintes relatives au délai de traitement, il est passé de 17 % en 2003 à 12 % en 2004.

Soucieuse d'améliorer ses façons de faire et de donner satisfaction à ses clients, la direction traite avec diligence les plaintes qu'ils lui transmettent. Elle assigne 99 % des plaintes reçues dans les 24 heures. De plus, dans 95 % des cas, les conseillers aux plaintes établissent un premier contact avec le client en moins de 48 heures. Ces résultats montrent bien que la CSST honore les engagements qu'elle a pris à l'égard de ses clients dans sa *Déclaration de services*.

DES SERVICES QUI S'AMÉLIORENT DE FAÇON CONTINUE

Offrir des services de qualité constitue encore et toujours une priorité pour la CSST. C'est dans ce but qu'elle modernise ses façons de faire, qu'elle réorganise ses équipes de travail et qu'elle offre maintenant de nouveaux services en ligne. C'est aussi pour cette raison qu'elle prend les mesures voulues pour que les employeurs paient des primes aussi équitables que possible.

L'amélioration des processus en réparation se poursuit

En vue d'offrir à ses clients des services adaptés à leurs besoins, la CSST a poursuivi en 2004 l'amélioration de ses processus en réparation. Elle a établi un nouveau cadre d'intervention pour pouvoir concentrer ses efforts sur les cas des travailleurs qui ont subi une lésion plus grave et de ceux qui présentent un risque d'incapacité chronique. Ces travailleurs composent 10 % de la clientèle, mais l'indemnisation de leur lésion compte pour une large part des coûts du régime. L'un des principaux objectifs de cette démarche consiste justement à repérer ces cas rapidement et à offrir aux travailleurs visés des services personnalisés, jusqu'à ce qu'ils puissent retourner au travail.

Pour atteindre ses objectifs, la CSST a adopté une stratégie de communication en vue de susciter l'engagement de tous les employés visés par les changements découlant de l'amélioration des processus en réparation. Les équipes chargées de mener le projet à bien ont organisé des rencontres et des forums à l'intention du personnel des directions régionales.

À la fin de 2004, toutes les directions régionales avaient déjà pris le nouveau virage. Ces activités se poursuivront d'ailleurs en 2005 en vue de renforcer l'application des nouvelles façons de faire.

Des services centralisés pour des clients toujours mieux traités

La modernisation des services à la clientèle va bon train à la CSST. Pour améliorer les processus et les façons de faire en réparation, la CSST a réorganisé et réaménagé les directions régionales de Montréal. Plusieurs des activités importantes qu'elles se partageaient ont été confiées à une même unité administrative, la Direction de l'admissibilité et du soutien aux opérations de Montréal (DASOM). Par la même occasion, la CSST a créé un service d'accueil centralisé pour servir la clientèle de Montréal, de même qu'un centre d'expérimentation qui lui permettra d'améliorer ses méthodes et ses pratiques.

La nouvelle unité administrative se charge de bon nombre d'activités, notamment celles qui ont trait à l'admissibilité et à la répartition des demandes d'indemnisation, au recours et à la conciliation, au programme *Pour une maternité sans danger* et aux maladies professionnelles pulmonaires.

Concrètement, le personnel de la DASOM ouvre tous les dossiers de la clientèle de Montréal, rend une décision quant à l'admissibilité des demandes dans tous les cas et verse un premier paiement quand la demande d'indemnisation est acceptée. Si les circonstances le justifient, il transmet ensuite ces dossiers à l'une des trois directions régionales de Montréal, où l'on assure un suivi adapté aux besoins des clients.

Dans l'ensemble, ces changements permettent de raccourcir les délais nécessaires au traitement des dossiers et à la prise de décision et d'offrir des services mieux adaptés aux besoins de l'ensemble de la clientèle. Ils permettent

également au personnel de consacrer ses efforts à la satisfaction des besoins de ceux qui ont subi une lésion plus grave et de ceux qui présentent un risque d'incapacité chronique.

Il va sans dire que le personnel visé par la réorganisation du travail a dû déployer beaucoup d'énergie pour se familiariser avec les nouvelles façons de faire, s'acclimater à un nouvel environnement et apprendre à travailler au sein de nouvelles équipes. Et c'est sans compter les efforts d'adaptation qu'ont exigés le déménagement de plus d'une centaine d'employés et l'installation définitive de toutes les équipes au complexe Desjardins.

Il importe enfin de souligner le travail exceptionnel de nombreuses unités administratives ayant largement contribué à faciliter tous ces changements, qui, en définitive, profitent aux clients.

Classification des employeurs

La CSST classe les entreprises en fonction des risques inhérents aux activités qu'elles exercent. Le processus de révision de la classification s'inscrit dans la nouvelle vision de la CSST axée sur la responsabilisation des employeurs, la simplification des règles de classification, le soutien aux employeurs et la mise à jour des éléments d'information contenus dans son dossier.

Après avoir consulté les associations d'employeurs visées, la CSST a adopté des modifications aux règlements touchant les secteurs du bois et des meubles, de l'administration provinciale et municipale, du caoutchouc et du plastique, de l'industrie chimique, des services d'entretien et de nettoyage et une partie du secteur du commerce. Le nombre total d'unités de classification passera ainsi de 272 en 2004 à 236 en 2005. Les dossiers des quelque 40 000 employeurs touchés par ces changements ont été mis à jour pour permettre la reclassification de leurs activités.

En 2006, le processus de reclassification franchira une nouvelle étape. Les principaux secteurs touchés seront l'agriculture, le cuir, le textile, l'habillement, les aliments, les boissons, le tabac, les communications et les services publics. Des consultations sont en cours auprès des associations d'employeurs de ces secteurs.

Popularité grandissante des mutuelles de prévention

L'adhésion à une mutuelle de prévention permet aux employeurs de faire reconnaître les efforts qu'ils consacrent à la prévention, notamment en appliquant un programme de prévention. Le nombre de mutuelles est passé de 153 à 158 au cours des cinq dernières années, et le nombre d'employeurs y adhérant a plus que doublé pour atteindre 23 563. Les mutuelles rassemblent donc maintenant 12,7 % de l'ensemble des employeurs, ce qui représente 13,2 % de la masse salariale et 20 % de la cotisation.

Il est intéressant de constater qu'il y a de plus en plus de petites entreprises qui adhèrent à des mutuelles de prévention. Ainsi, le nombre de celles dont la masse salariale s'élève à moins de 200 000 \$ est passé de 4900 à 11 614 depuis l'an 2000. Ces entreprises constituent maintenant 49,3 % des membres des mutuelles.

La CSST a poursuivi son opération de vérification des employeurs membres d'une mutuelle. Des inspecteurs des directions régionales ont rendu visite à 646 entreprises réparties dans 127 mutuelles pour s'assurer de l'existence d'un programme de prévention et de son application dans les établissements.

www.csst.qc.ca : une adresse branchée sur vos besoins !

En décidant d'offrir à sa clientèle une gamme de plus en plus étendue de services électroniques et de solutions en ligne, la CSST amorce un virage majeur. Elle vise tout d'abord à faciliter l'accès à ses services et ensuite à réduire certains coûts d'exploitation. Elle entend développer la CSST virtuelle tout en misant sur la cohérence, l'intégrité et la sécurité des renseignements reçus et transmis.

Un projet établi sur des assises solides

Les analyses effectuées jusqu'à maintenant ont permis de déterminer les assises sur lesquelles la CSST pourra s'appuyer pour offrir une toute nouvelle gamme de services en ligne aux employeurs, aux travailleurs, à ses partenaires et à ses employés. Au cours des trois prochaines années, le plan de développement prévoit l'ajout de plus de 170 nouveaux services électroniques informationnels et transactionnels, ainsi que la mise en place d'une infrastructure technologique de pointe.

Des réalisations concrètes

Plusieurs nouveaux services en ligne ont déjà vu le jour. En effet, le site Web principal de la CSST et le sous-site des services aux employeurs ont fait l'objet d'une refonte complète. L'approche choisie, une subdivision du site par clients et événements, facilite l'accès aux renseignements, tant pour les travailleurs et les employeurs que pour les partenaires et les fournisseurs de services. De plus, l'infrastructure technologique choisie permet l'évolution rapide du contenu informationnel, notamment pour ce qui est des publications rendues disponibles dans le site.

Les entreprises peuvent maintenant remplir plusieurs formulaires directement en ligne, notamment l'inscription d'un nouvel employeur, l'avis d'ouverture ou de fermeture d'un chantier de construction et la demande d'attestation de conformité. En outre, en 2005,

près de 2000 employeurs pourront transmettre par Internet leur *Déclaration des salaires 2004-2005*, de même que le formulaire signalant les changements survenus dans leur entreprise.

Le milieu scolaire n'est pas en reste, puisque les établissements d'enseignement ont pu s'inscrire en ligne au programme Défi prévention jeunesse.

Enfin, toute personne peut maintenant trouver rapidement les coordonnées du bureau de la CSST de sa région à partir du nom de sa municipalité.

Des premiers pas vers le libre service aux employés

L'introduction de nouvelles technologies a également permis à la CSST de concevoir des services électroniques à l'intention de ses employés. Dans l'intranet, le personnel a maintenant accès rapidement à des services informationnels et transactionnels en ligne. Tout employé peut, par exemple, remplir directement à l'écran ses formulaires de permis d'absence et d'heures supplémentaires ou consulter ses données de paie ou son dossier d'assurance collective. Une capsule de formation accompagne chaque service offert.

DU PERSONNEL AVISÉ

Les ressources humaines ont un grand rôle à jouer en ce qui concerne la saine administration du régime de santé et de sécurité du travail. Consciente de cette réalité, la CSST réaffirme l'importance qu'elle accorde à son personnel, notamment en lui donnant accès à l'apprentissage en ligne, en veillant à son mieux-être et en favorisant l'amélioration des compétences sur le plan de la gestion.

L'apprentissage en ligne La CSST a poursuivi la mise en œuvre des deux volets de son projet visant à offrir des services d'apprentissage en ligne à ses employés. Le premier volet du projet comprenait la production, l'acquisition et la diffusion de cours en ligne. Il avait pour principal avantage d'augmenter l'accessibilité et l'efficacité de la formation, tout en permettant à l'organisme de réaliser des économies, notamment en raison de la diminution des frais de déplacement.

Certains des cinq cours déjà offerts s'adressent à l'ensemble des employés, d'autres à des groupes comme les inspecteurs. À titre d'exemple, le cours « La CSST : mon organisation » vise particulièrement les nouveaux employés et leur permet de bien comprendre, dès leur entrée en fonction, quelle est la mission de l'organisme, quels sont ses champs d'activité, et qui sont ses clientèles et ses partenaires. La formation sur l'entreposage des matières dangereuses qui, jusqu'à tout récemment, était réservée aux inspecteurs de la CSST est maintenant offerte à certains de ses partenaires, dont les conseillers des associations sectorielles paritaires. Ces associations

sont constituées à la suite d'une entente entre les associations d'employeurs et les associations de travailleurs d'un même secteur d'activité et ont pour fonction de fournir aux travailleurs et aux employeurs de leur secteur des services de formation, d'information, de recherche et de conseil.

Quant au deuxième volet du projet, il s'agit du déploiement d'un système unique de gestion de l'apprentissage. Remplaçant plusieurs outils existants, cette technologie permettra d'améliorer l'efficacité de la gestion de la formation sur le plan des inscriptions, le développement des compétences ainsi que la détermination des besoins et des priorités de développement. Les travaux se sont poursuivis et un projet pilote sera mené en région dès le printemps 2005.

Finalement, plusieurs autres projets de formation en ligne sont actuellement en préparation. Signalons, entre autres, un cours sur le processus de classification des employeurs dans le secteur de la forêt, du bois et du papier ainsi qu'une formation sur les services en ligne offerts par l'entremise du Guichet CSST, qui sera bientôt proposée aux employeurs. En outre, on analyse actuellement les besoins de formation des agents d'indemnisation, de même que la possibilité d'offrir de nouveaux produits de formation sur les logiciels bureautiques et de créer une classe virtuelle.

La santé, la sécurité et le mieux-être du personnel Les orientations que s'est données la CSST sur le plan des ressources humaines reflètent sa volonté de veiller constamment au mieux-être de son personnel. Consciente que la qualité des services à la clientèle repose sur les ressources humaines, la CSST applique avec conviction la *Politique concernant la santé des personnes au travail dans la fonction publique québécoise*.

En vue de sensibiliser l'ensemble du personnel aux différents aspects de la santé au travail, la CSST a organisé plusieurs activités par l'entremise de différents comités. Un questionnaire auquel ont répondu 50 % des employés a permis à la CSST de déterminer quelles activités promotionnelles répondraient le mieux aux besoins exprimés.

La CSST a aussi mis sur pied un Service de santé, de sécurité et de mieux-être pour faciliter la prise en charge de la prévention au sein de l'organisme. En tenant compte de différents indicateurs de gestion, elle mène à bien plusieurs projets en vue d'améliorer la qualité de ses interventions sur le plan de la santé au travail.

Le développement des compétences des gestionnaires et des chefs d'équipe En raison du renouvellement massif de l'effectif prévu au cours des prochaines années, la CSST a décidé de bonifier son programme de formation des gestionnaires en s'engageant dans des activités visant l'amélioration des compétences en matière de gestion de la main-d'œuvre.

Elle a donc continué d'offrir son programme de formation aux gestionnaires et a conçu deux nouvelles formations. La première, qui s'adresse plus particulièrement aux gestionnaires, porte sur l'accompagnement des personnes. Quant à la deuxième, elle a permis à plus de 120 chefs d'équipe de la CSST d'acquérir de nouvelles connaissances sur le suivi des résultats. Les participants ont exprimé un degré de satisfaction de près de 90 % à la suite de chacune des activités.

Les formations arrivent à point nommé pour les gestionnaires qui ont un rôle clé à jouer en ce qui concerne les projets majeurs de la CSST.

La gestion de la relève et le renouvellement de la main-d'œuvre

Le 31 décembre 2004, la CSST comptait 3487 employés permanents et 726 employés occasionnels. Le personnel féminin constituait 63,4 % de l'effectif total. Il est à prévoir qu'au cours des années à venir une importante proportion des employés prendra sa retraite. Afin de composer efficacement avec ces nombreux départs, la CSST a poursuivi en 2004 la mise en œuvre de son plan de gestion de la relève visant à assurer la disponibilité d'une main-d'œuvre qualifiée, le rajeunissement de sa main-d'œuvre et le transfert de l'expertise.

À cet effet, la CSST a notamment réalisé un deuxième exercice annuel de planification de la main-d'œuvre pour déterminer ses besoins éventuels. Pour une troisième année de suite, la CSST a aussi mené de vastes opérations de recrutement auprès des étudiants des collèges et des universités. Ces concours lui ont permis d'établir des listes de candidats qualifiés qu'elle pourra embaucher au moment opportun, assurant ainsi la relève dans plusieurs de ses grandes fonctions stratégiques, notamment la réadaptation, la prévention-inspection et l'indemnisation.

Fait intéressant, 57,3 % des employés embauchés cette année étaient âgés de 35 ans ou moins. Cela traduit sans conteste la volonté de la CSST de favoriser l'embauche des jeunes et d'établir avec eux les bases d'une collaboration à long terme. Qui plus est, les mesures d'accompagnement des nouveaux employés ont été maintenues afin d'assurer le transfert de l'expertise.

Des outils adaptés ont également été mis au point en vue de faciliter l'accueil et l'intégration du nouveau personnel. En plus d'un cours en ligne présentant la CSST, deux guides ont été produits pour aider le personnel de gestion à accueillir les nouveaux employés ou les nouveaux gestionnaires.

DES RESSOURCES MATÉRIELLES QUI SE RENOUVELLENT

Parce qu'elle permet à l'ensemble du personnel de profiter d'un environnement de travail idéal pour donner son plein rendement, la saine gestion des ressources matérielles contribue à l'amélioration constante des services à la clientèle. Il en va de même de la sécurité des biens et des personnes.

Reprographie numérique des dossiers de travailleurs

La CSST a installé une station de numérisation dans chacune de ses directions régionales. Elle a aussi mis en œuvre un processus de transmission, de stockage et d'impression centralisée de documents. Cette modernisation du matériel a eu pour effet d'éliminer bon nombre de tâches répétitives, d'où une diminution des risques d'erreurs et de blessures. Ce changement a aussi permis à la CSST de réduire de moitié les délais de transmission des documents.

Ainsi équipées, les directions régionales ont pu numériser, cette année, pas moins de 40 000 dossiers. Un sondage effectué en décembre 2004 a permis de constater que le personnel des directions régionales exprimait un degré de satisfaction générale de 97 % relativement à l'installation, à la formation reçue et à l'utilisation de la station de numérisation.

Quant au personnel du centre de reprographie numérique, il a imprimé environ 9 millions de pages.

Il ne fait aucun doute que les nouvelles technologies permettent à la CSST d'optimiser ses processus de travail, en visant toujours l'amélioration de l'efficacité des services à la clientèle.

Mesures de sécurité dans les immeubles occupés par la CSST

Pour donner suite à une analyse des risques effectuée en 2003, la CSST a entrepris des travaux visant à renforcer les mesures de sécurité relatives à la protection des personnes et des biens dans l'ensemble de ses bureaux. Suivant la recommandation d'une entreprise spécialisée dans le domaine de la sécurité, la CSST a choisi un système de sécurité intégré. Il s'agit d'un système de contrôle d'accès qui fonctionne à l'aide d'une carte électronique sur laquelle la photo de l'employé figure.

Les bureaux de toutes les directions régionales ont été dotés de ce système en 2004. Quant au siège social de Québec et au centre administratif de Montréal, ils le seront dès les premiers mois de 2005.

Acquisitions La Direction des ressources matérielles a attribué 2104 contrats à 512 fournisseurs. En tenant compte des contrats accordés directement par d'autres unités administratives, pour un montant de 13,5 millions de dollars, les contrats d'acquisition et de location de biens ont totalisé 16,8 millions de dollars et les contrats de service, 87,4 millions, pour un total de 104,2 millions de dollars.

Gestion immobilière La superficie des bureaux occupés par la CSST atteint 124 828 mètres carrés, et ce, en incluant les 24 000 mètres carrés de l'immeuble du siège social, qui appartient à la CSST. Pour l'année, les coûts associés à la gestion immobilière se sont élevés à plus de 27 millions de dollars.

Archives, imprimerie et courrier La CSST a archivé, sur microfilms, 204 933 dossiers, ce qui représente plus de 7,8 millions de pages. De plus, tant pour ses besoins que pour ceux de ses clients, la CSST a reconstitué 14 109 dossiers. En 12 mois, le personnel affecté à l'imagerie a numérisé et indexé 363 084 documents. Quant au personnel du centre de conservation des documents administratifs, il a donné suite à 10 887 demandes de renseignements.

En matière d'imprimerie et de photocopie, le nombre de pages reproduites a atteint 34,7 millions.

Pour assurer la livraison du courrier, la CSST a expédié près de 4,1 millions d'enveloppes et de colis et près de 1,3 million de chèques par la poste.

La CSST engagée dans le développement durable

Depuis 2001, la CSST fait partie du Comité interministériel sur le développement durable (CIDD) et du Groupe de travail interministériel chargé d'élaborer un projet de stratégie de développement durable associant tous les ministères et organismes du gouvernement du Québec. La CSST participe à ces travaux pour s'assurer que la santé et la sécurité du travail sont prises en compte dans la stratégie.

Un avant-projet de loi sur le développement durable a été déposé à l'Assemblée nationale en novembre 2004. Lorsque le projet de loi aura été adopté, la CSST verra à déterminer les mesures qu'elle entend prendre pour contribuer à l'atteinte des objectifs de la stratégie de développement durable.

A p p l i c a t i o n d e s l o i s e t p o l i t i q u e s

LA PROTECTION DE L'INFORMATION : UNE RESPONSABILITÉ PARTAGÉE

Depuis l'adoption de la *Politique sur la protection des actifs informationnels*, l'approche globale et intégrée appliquée par la CSST en matière de protection de l'information lui permet d'assurer la cohérence des différentes démarches visant à protéger cette ressource essentielle. Cette approche tient compte des aspects humains, organisationnels, physiques, techniques et juridiques en vue d'appliquer un ensemble de mesures coordonnées relatives à l'accès aux documents, à la protection des renseignements personnels, à la sécurité des actifs informationnels et à la gestion documentaire au sein de la CSST. Différents comités et tables d'échanges au sein de l'organisme permettent de favoriser le suivi des mesures visant la protection des actifs informationnels.

L'aspect humain étant très important dans ce domaine, l'approche choisie permet également de responsabiliser tout un chacun par rapport au rôle essentiel qu'il doit jouer en vue de l'atteinte des objectifs visés. La CSST offre d'ailleurs de façon régulière à l'ensemble de son personnel, et plus particulièrement à ses nouveaux employés, des activités de sensibilisation et de formation sur la protection de l'information confidentielle et l'accès aux dossiers des travailleurs et des employeurs.

Le Comité de protection des actifs informationnels a assuré, tout au long de l'année, la coordination des différentes activités prévues dans son plan d'action 2004. Cette année encore, la CSST s'est employée à faciliter l'accès aux documents, à améliorer la protection de l'information confidentielle qu'elle détient et à voir à ce que les mesures prévues à cette fin suivent l'évolution technologique rapide et soient à la hauteur des attentes exprimées. Elle a notamment adopté et diffusé un guide sur la mise en œuvre de sa politique à l'intention de ses gestionnaires.

Accès aux documents En 2004, les responsables de l'accès aux documents de la CSST ont accepté, en tout ou en partie, 101 des 135 demandes d'accès aux documents formulées conformément à la *Loi sur l'accès aux documents dans les organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*. Dix demandes de révision ont été déposées devant la Commission d'accès à l'information. La CSST a eu gain de cause dans trois dossiers, trois demandeurs se sont désistés et quatre causes n'ont pas encore été instruites.

Les responsables de l'accès aux documents ont joué quotidiennement leur rôle conseil auprès des répondants des différentes unités administratives. Grâce à ce réseau de plus de 69 répondants, la CSST traite les demandes quotidiennes d'accès aux dossiers provenant des travailleurs, des employeurs ou de leurs représentants. Les répondants jouent également un rôle conseil important en cette matière auprès de leur direction respective.

La diffusion automatique de documents est une approche de plus en plus utilisée dans le monde dans le domaine de l'accès à l'information. S'étant engagée dans cette voie depuis quelques années déjà, la CSST poursuit la diffusion de documents d'intérêt pour le public par l'entremise de son centre de documentation et de son site Web.

Protection des renseignements personnels

La CSST accorde une grande importance à la protection du caractère confidentiel des renseignements qu'elle détient au sujet de sa clientèle, comme en fait foi son engagement à cet égard dans la *Déclaration de services*. Elle met en œuvre les moyens technologiques et administratifs nécessaires pour que le traitement de l'information confidentielle se fasse conformément aux exigences des lois pertinentes et dans le respect des droits des travailleurs et des employeurs. La CSST s'assure également que la question de la protection des renseignements personnels et de la sécurité informatique est prise en compte dans les projets de développement de tout nouveau produit.

Malgré les divers moyens de prévention et de détection utilisés par la CSST pour prévenir les communications illégales de renseignements confidentiels, le risque d'un bris de confidentialité demeure. Considérant le fait que la CSST transmet annuellement aux travailleurs, aux employeurs, à leurs représentants, aux instances d'appel etc. des millions de documents et de renseignements, aucune mesure de prévention et de sécurité ne saurait garantir une étanchéité parfaite du système de sécurité des actifs informationnels. Faisant ce constat, la CSST a élaboré et diffusé une stratégie d'intervention en cas de bris de confidentialité dans le but de limiter, le cas échéant, les conséquences fâcheuses ou préjudiciables pour la personne touchée.

Enfin, en raison de leur sensibilité, les renseignements médicaux constituent une préoccupation constante pour la CSST. Elle a donc poursuivi l'évaluation des processus de gestion de ces renseignements.

La CSST a aussi joué un rôle actif à l'occasion d'échanges et de discussions avec des personnes provenant de différents ministères et organismes publics sur la protection des renseignements personnels et la sécurité de l'information numérique. Elle a commenté les différentes versions du projet de loi 86, déposé en décembre et visant la modification de diverses lois relatives à l'accès aux documents et à la protection des renseignements personnels. Elle a également participé aux travaux du Réseau des responsables de la protection des renseignements personnels dirigés par le ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration et aux rencontres du Réseau des responsables de la sécurité de l'information numérique.

Sécurité des actifs informationnels

Au chapitre de l'amélioration du niveau de sécurité de l'information qu'elle détient, la CSST a achevé la réalisation de son projet en vue d'étendre la journalisation des accès à l'information numérique qu'elle détient. Elle a aussi poursuivi ses travaux visant à raffiner le système intégré qui permet d'attribuer des privilèges d'accès aux membres du personnel en fonction des tâches particulières qu'ils ont à accomplir. L'analyse des risques entreprise en 2003, dans le but de mettre à jour le plan triennal de sécurité, est presque terminée.

Afin d'assurer la disponibilité, l'intégrité et la confidentialité des systèmes de la CSST, des tests du plan de secours ont été effectués à intervalles réguliers. De plus, la CSST s'assure de l'évolution de son architecture de sécurité détaillée, pour tenir compte des changements législatifs, organisationnels et technologiques.

LA PROTECTION DES NON-FUMEURS

La CSST a veillé à l'application de la *Loi sur le tabac*. Aucune plainte dénonçant une infraction à cette loi n'a été reçue.

En outre, la CSST a organisé des activités de sensibilisation aux méfaits du tabac, publié de l'information sur le tabagisme et encouragé son personnel à participer à la campagne annuelle de la *Semaine québécoise pour un avenir sans tabac* et au *Défi J'arrête, j'y gagne!*

LA POLITIQUE EN MATIÈRE DE LANGUE

La *Politique de la Commission de la santé et de la sécurité du travail en matière de langue* vise notamment à promouvoir le français comme langue officielle, normale et habituelle de la vie publique, en mettant en évidence le rôle exemplaire de la CSST en tant qu'organisme de l'Administration. Elle est, à ce titre, membre du comité d'orientation de l'intranet linguistique de l'Administration.

Comme la politique vise également à faire en sorte que tout membre du personnel puisse utiliser un français de qualité dans ses rapports avec ses collègues et avec le public, la CSST a continué de publier, dans son journal interne *L'Hyperlien*, des articles — au nombre de sept en 2004 — sur des difficultés du français. Dans l'intranet, 50 capsules linguistiques ont continué d'attirer l'attention du personnel sur des erreurs courantes.

La CSST a mis la dernière main, en 2004, au guide de prévention *La sécurité des palettiers – Fabrication, achat, installation et utilisation*. Le document sera publié en 2005. La terminologie des palettiers présentée dans le guide a été élaborée, en collaboration, par l'Office québécois de la langue française, l'École Polytechnique de Montréal, la CSST et l'Université de Montréal.

En 2004, la Direction des communications a profité de la Semaine du français et de la francophonie, en mars, pour inciter le personnel, par un message dans l'intranet, à s'abonner à *La Francilette*. Elle a également communiqué l'adresse du site de *La Francofête* dans l'intranet et dans le journal interne et publié des jeux linguistiques. Enfin, un exemplaire du bordereau de transmission permettant de commander le matériel de *La Francofête* a été remis aux communicateurs des directions régionales.

La Politique d'utilisation du français dans les technologies de l'information La CSST se conforme à la politique en ce qui a trait à l'achat des nouveaux claviers et des nouveaux logiciels pour l'ensemble de ses équipements informatiques.

L'ÉGALITÉ EN EMPLOI – EMBAUCHE ET REPRÉSENTATIVITÉ

En 2004, la CSST a embauché 74 employés réguliers, 181 employés occasionnels, 59 étudiants et 22 stagiaires. En date du 31 décembre, elle comptait 3487 employés réguliers.

Membres de communautés culturelles, autochtones et anglophones Les résultats obtenus par rapport aux objectifs des programmes d'accès à l'égalité et du plan d'embauche pour les personnes handicapées en 2004 sont présentés ci-dessous. Rappelons que l'objectif de représentativité à atteindre est fixé à 9 % pour les membres des communautés culturelles.

Représentativité à l'embauche des membres de certains groupes cibles, par statut d'emploi¹

STATUT D'EMPLOI	GROUPE CIBLE	REPRÉSENTATIVITÉ	
		EN NOMBRE	EN POURCENTAGE
PERMANENT (y compris le personnel temporaire)	CC ²	2	2,7
	Angl. ³	—	—
	Aut. ⁴	—	—
	Global	2	2,7
OCCASIONNEL	CC	14	7,7
	Angl.	—	—
	Aut.	—	—
	Global	14	7,7
ÉTUDIANT	CC	49	83,0
	Angl.	7	11,9
	Aut.	3	5,1
	Global	59	100,0
STAGIAIRE	CC	1	4,5
	Angl.	—	—
	Aut.	—	—
	Global	1	4,5

1. L'identification, par la personne recrutée, en tant que membre d'une communauté culturelle, qu'anglophone ou qu'autochtone se fait sur une base volontaire. Ainsi, des membres de ces groupes ont pu être recrutés au cours de la période mentionnée sans être comptés.
2. CC signifie communauté culturelle.
3. Angl. signifie anglophone.
4. Aut. signifie autochtone.

**Représentativité des membres de certains groupes cibles
parmi les effectifs permanents**

STATUT D'EMPLOI	GROUPE CIBLE	REPRÉSENTATIVITÉ	
		EN NOMBRE	EN POURCENTAGE
PERMANENT (y compris le personnel temporaire)	CC ⁵	96	2,8
	Angl. ⁶	16	0,5
	Aut. ⁷	9	0,3
	Global	121	3,5

5. CC signifie communauté culturelle.

6. Angl. signifie anglophone.

7. Aut. signifie autochtone.

Personnes handicapées La CSST a embauché en 2004 deux personnes handicapées dans des postes occasionnels. Les 55 personnes handicapées occupant des postes réguliers constituent 1,6 % de l'effectif régulier. L'objectif de représentativité à atteindre est fixé à 2 % pour les personnes handicapées.

Femmes Les données qui suivent permettent de constater que les femmes représentent 63,4 % des effectifs de la CSST.

**Représentativité des femmes parmi les effectifs,
par catégorie d'emploi**

CATÉGORIE D'EMPLOI	REPRÉSENTATIVITÉ	
	EN NOMBRE	EN POURCENTAGE
Personnel d'encadrement	85	45,7
Personnel professionnel ⁸	938	63,7
Personnel technicien et assimilé	996	73,9
Personnel de bureau	651	83,1

8. Y compris les ingénieurs, les avocats, les conseillers en gestion des ressources humaines et les médecins.

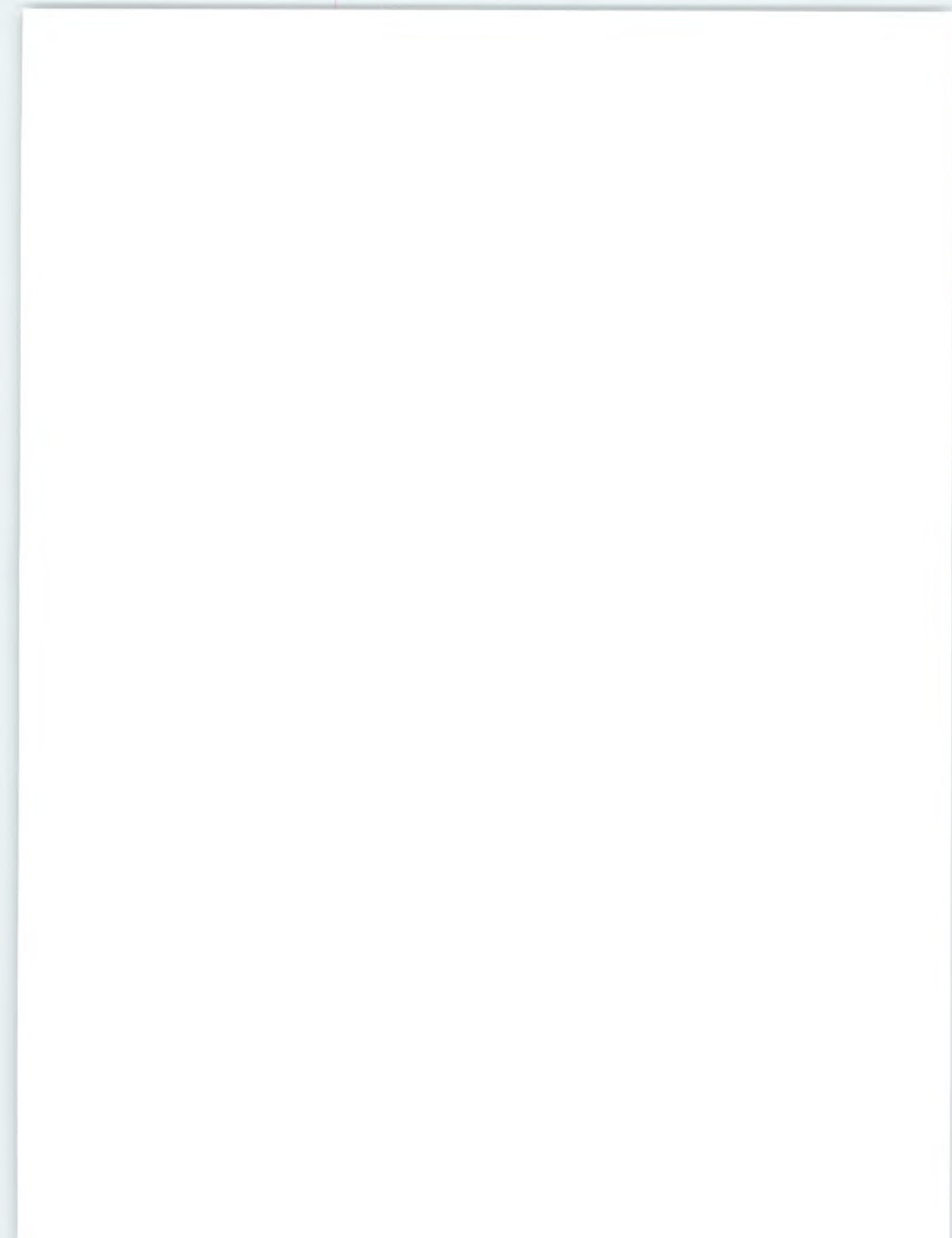
**POLITIQUE D'ALLÈGEMENT
RÉGLEMENTAIRE
ET ADMINISTRATIF
DU GOUVERNEMENT**

Les mesures adoptées par la CSST depuis 1995 visent à simplifier les tâches administratives des employeurs et à alléger leur fardeau financier. Elles s'inscrivent dans la foulée de la révision des façons de faire que la CSST a entreprise, il y a plusieurs années, pour mieux répondre aux besoins de sa clientèle.

De plus, à la suite de l'engagement pris par le ministre du Travail dans le plan d'action du gouvernement en matière d'allègement réglementaire et administratif rendu public en août 2004, la CSST a repris ses travaux en vue d'instaurer un nouveau mode de perception de la cotisation. Les employeurs effectueraient alors des versements périodiques dont le montant serait calculé à partir des salaires versés au cours de la période visée.

**R e c o m m a n d a t i o n s
d u V é r i f i c a t e u r g é n é r a l**

Dans son rapport à l'Assemblée nationale pour l'année 2003-2004, le Vérificateur général confirmait que les trois recommandations formulées à la CSST avaient été mises en application ou avaient donné lieu à des progrès satisfaisants.





FONDS DE LA SANTÉ ET DE LA SÉCURITÉ DU TRAVAIL

É t a t s f i n a n c i e r s

de l'exercice terminé le 31 décembre 2004

Le terme « cotisations » utilisé dans ces états financiers désigne les sommes que les employeurs cotisent à la CSST et qui sont, par la suite, transférées au FSST.

La Commission de la santé et de la sécurité du travail (CSST) en tant que fiduciaire du Fonds de la santé et de la sécurité du travail (FSST) dresse les états financiers de cette fiducie. Elle est responsable de l'intégrité et de la fidélité des données, notamment pour ce qui concerne les estimations et les jugements comptables importants. Il lui incombe de choisir des conventions comptables appropriées et qui respectent les principes comptables généralement reconnus du Canada. L'information financière contenue ailleurs dans le rapport annuel de gestion est conforme à ces états financiers.

Pour s'acquitter de ses responsabilités relatives à l'intégrité et à la fidélité des états financiers, la direction de la CSST exerce les contrôles internes qui s'imposent de façon que l'utilisateur soit raisonnablement assuré que l'information financière est pertinente et fiable et que les actifs sont adéquatement protégés. À cet égard, la Direction de la comptabilité et de la gestion de l'information de la CSST conçoit et propose des contrôles suffisants pour pallier les risques financiers les plus importants et en assure l'application. De plus, la Direction de la vérification interne de la CSST effectue des vérifications périodiques afin de s'assurer que les contrôles exercés sont appropriés, constants et effectués d'une façon uniforme.

Les actuaires de la CSST évaluent chaque année, conformément à la pratique actuarielle reconnue, les engagements pour couvrir les paiements futurs des programmes de réparation des lésions professionnelles, du programme *Pour une maternité sans danger*, des frais d'administration et des frais de financement de tribunaux administratifs à l'égard des événements survenus jusqu'au 31 décembre tels qu'ils figurent dans les états financiers du FSST. Ils font état de leurs conclusions au comité de vérification de la CSST.

Le conseil d'administration de la CSST est chargé de surveiller la façon dont la direction s'acquitter des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière et il approuve les états financiers. Le comité de vérification de la CSST, dont les membres ne font pas partie de la direction de la CSST, assiste le conseil d'administration dans cette tâche. Ce comité rencontre la direction de la CSST et le Vérificateur général, examine les états financiers et en recommande l'approbation au conseil d'administration.

Un actuaire de Eckler Associés Ltée a été nommé actuaire-conseil auprès de la CSST. Son rôle consiste à effectuer un examen indépendant de la valeur actuarielle des engagements figurant dans les états financiers du FSST.

Le Vérificateur général du Québec a vérifié les états financiers du FSST conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Le rapport du Vérificateur expose la nature et l'étendue de cette vérification et l'expression de son opinion.



Gérard Bibeau

Président du conseil d'administration et chef de la direction
Commission de la santé et de la sécurité du travail
Fiduciaire du Fonds de la santé et de la sécurité du travail

Québec, le 16 mars 2005

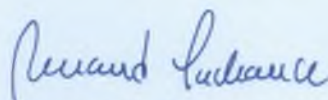
À l'Assemblée nationale

J'ai vérifié le bilan du Fonds de la santé et de la sécurité du travail (FSST) au 31 décembre 2004 et les états des revenus et dépenses, des déficits cumulés et des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Commission de la santé et de la sécurité du travail, à titre de fiduciaire. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière du FSST au 31 décembre 2004, ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada. Conformément aux exigences de la *Loi sur le Vérificateur général* (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis, compte tenu de l'application rétroactive de la modification apportée à l'évaluation des fonds confiés à la Caisse de dépôt et placement du Québec et expliquée à la note 3, ces principes ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Québec,



Renaud Lachance, CA

Québec, le 16 mars 2005

Nous avons fait l'évaluation du passif actuariel du Fonds de la santé et de la sécurité du travail (FSST) en vue d'établir son bilan au 31 décembre 2004 et son état des revenus et dépenses pour l'année se terminant à cette date. À notre avis, le passif actuariel d'un montant de 9 401 978 000 \$ constitue une provision appropriée pour couvrir les paiements futurs des programmes de réparation des lésions professionnelles, du programme *Pour une maternité sans danger*, des frais d'administration et des frais de financement des tribunaux administratifs que nécessite le respect de ces engagements, et ce, à l'égard des événements survenus jusqu'au 31 décembre 2004 chez les employeurs tenus de cotiser. L'estimation des paiements futurs au titre de la réparation des lésions professionnelles porte sur les dispositions de la *Loi sur les accidents du travail*, de la *Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles* et de la *Loi sur l'indemnisation des victimes d'amiantose ou de silicose dans les mines et les carrières*, et celle des paiements futurs au titre du programme *Pour une maternité sans danger* porte sur les dispositions de la *Loi sur la santé et la sécurité du travail*.

La Commission de la santé et de la sécurité du travail (CSST), en tant que fiduciaire du FSST, poursuit pour ce dernier un objectif de pleine capitalisation. Le concept de pleine capitalisation retenu par la CSST est que l'actif doit être égal au passif sans chercher à maintenir un surplus. L'approche retenue pour la production des états financiers et l'évaluation du passif actuariel reflète cette situation. Ainsi, les hypothèses utilisées ont été déterminées selon une approche de meilleure estimation. Cette approche implique l'absence de marges, tant pour des variations statistiques défavorables que pour une évolution défavorable de l'expérience.

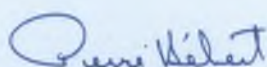
L'hypothèse relative au taux de rendement réel fait toutefois exception à l'approche générale de meilleure estimation. En effet, en considération de cette particularité des engagements du FSST à l'effet de garantir l'ajustement de ses indemnités à l'inflation future et dans le but de permettre une plus grande stabilité des taux de cotisation et des résultats financiers, l'hypothèse du taux de rendement réel de 4,0 % est basée sur des tendances à long terme et un mécanisme permet d'amortir les écarts annuels relatifs au taux de rendement réel.

Le passif actuariel est passé de 9 031 283 000 \$ au 31 décembre 2003 à 9 401 978 000 \$ au 31 décembre 2004. L'augmentation de 370 695 000 \$ composée d'une hausse de 359 629 000 \$ pour les programmes de réparation, d'une hausse de 5 175 000 \$ pour le programme *Pour une maternité sans danger*, d'une hausse de 9 913 000 \$ pour les frais d'administration et d'une baisse de 4 022 000 \$ pour le financement des tribunaux administratifs, a été portée à l'état des revenus et dépenses de 2004.

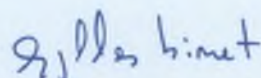
La hausse du passif actuariel de 370 695 000 \$ comprend une augmentation du passif actuariel de 78 708 000 \$ résultant de modifications aux méthodes et hypothèses. Les principaux éléments de cette augmentation consistent en une hausse de 201 938 000 \$ du passif des frais d'assistance médicale et de réadaptation découlant de changements aux hypothèses et en une baisse de 97 563 000 \$ découlant de changements aux hypothèses relatives à l'effet de la fiscalité sur les indemnités de remplacement du revenu.

Des informations additionnelles sur l'évaluation du passif actuariel sont présentées dans un rapport actuariel plus détaillé.

À notre avis, le montant du passif actuariel a été établi conformément à la pratique actuarielle reconnue en utilisant des données fiables et suffisantes ainsi que des hypothèses et des méthodes appropriées.



Pierre Hébert, f.s.a., f.i.c.a.
Actuaire
Commission de la santé
et de la sécurité du travail



Gylles Binet, f.s.a., f.i.c.a.
Actuaire
Commission de la santé
et de la sécurité du travail

Québec, le 9 mars 2005

J'ai revu l'évaluation du passif actuariel du Fonds de la santé et de la sécurité du travail (FSST) en date du 31 décembre 2004 à l'égard des paiements futurs au titre de la réparation des lésions professionnelles selon les dispositions de la *Loi sur les accidents du travail*, de la *Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles* et de la *Loi sur l'indemnisation des victimes d'amiantose ou de silicose dans les mines et les carrières*, et à l'égard des paiements futurs au titre du programme *Pour une maternité sans danger* prévus dans le cadre de la *Loi sur la santé et la sécurité du travail*. Cette évaluation a été préparée par les actuaires de la Commission de la santé et de la sécurité du travail (CSST).

J'ai examiné la politique de capitalisation de la CSST, les dispositions des lois mentionnées précédemment, les procédures pour s'assurer que les données utilisées sont suffisantes et fiables, les hypothèses et méthodes retenues, de même que leur application dans l'évaluation du passif actuariel.

Dans le respect des objectifs de la CSST en matière de financement, les hypothèses utilisées dans l'évaluation du passif actuariel ont été établies selon une approche de meilleure estimation, à l'exception de l'hypothèse relative au taux de rendement réel qui est fondée sur des tendances à long terme.

Le passif actuariel de 9 401 978 000 \$ couvre les engagements futurs à l'égard des événements survenus jusqu'au 31 décembre 2004 chez les employeurs tenus de cotiser, incluant les frais d'administration de la CSST et les frais de financement des tribunaux administratifs que nécessitera le respect de ces engagements. À mon avis, ce montant constitue une provision appropriée de la valeur des engagements du FSST en date du 31 décembre 2004, compte tenu des objectifs en matière de financement.

À mon avis, les données sur lesquelles s'appuie l'évaluation sont suffisantes et fiables, les hypothèses sont, dans l'ensemble, appropriées aux fins de l'évaluation et les méthodes utilisées sont également appropriées. J'ai produit ce rapport et exprimé les opinions qui y figurent conformément à la pratique actuarielle reconnue.



Richard Larouche, f.s.a., f.i.c.a.
Eckler Associés Ltée

Québec, le 9 mars 2005

REVENUS ET DÉPENSES

DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2004

	2004	2003
	(en milliers de dollars)	
REVENUS		
Cotisations des employeurs (note 4)	2 086 839	1 789 828
Revenus de placements et intérêts sur cotisations (notes 3 et 5)	916 946	141 192
Autres revenus	2 273	2 661
	3 006 058	1 933 681
DÉPENSES		
Programmes de réparation (note 6)		
Prestations versées	1 557 783	1 519 830
Variation du passif actuariel (note 14)	359 629	393 821
	1 917 412	1 913 651
Programme <i>Pour une maternité sans danger</i> (note 7)		
Prestations versées	168 052	158 120
Variation du passif actuariel (note 14)	5 175	4 980
	173 227	163 100
Programmes de prévention (note 8)	102 808	104 382
Frais d'administration		
Frais d'administration – CSST	350 118	349 044
Amortissement – Immobilisations corporelles	1 723	824
Amortissement – Actifs incorporels	2 551	651
Variation du passif actuariel (note 14)	9 913	(1 671)
	364 305	348 848
Financement de tribunaux administratifs		
Contributions au financement de tribunaux administratifs – CSST	49 843	48 396
Variation du passif actuariel (note 14)	(4 022)	1 499
	45 821	49 895
Créances douteuses – CSST	26 847	27 709
	2 630 420	2 607 585
Excédent (Insuffisance) des revenus sur les dépenses (note 3)	375 638	(673 904)
Composé de :		
Résultat relatif à l'application de la politique de capitalisation	(92 080)	(126 156)
Surplus (Déficit) relatif au taux de rendement réel	526 007	(433 704)
Déficit des opérations de l'exercice courant (note 9)	(58 289)	(114 044)

DÉFICITS CUMULÉS

DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2004

	2004			2003	
	(en milliers de dollars)				
	(Déficit) consolidé au 1 ^{er} janv. 2000	Écarts cumulés relatifs au taux de rendement réel	Autres éléments cumulés	Total	Total
SOLDE AU DÉBUT					
Solde déjà établi	(740 544)	(566 515)	(136 847)	(1 443 906)	(770 002)
Redressement au 1 ^{er} janvier 2004 (note 3)					
Évaluation des fonds confiés à la Caisse de dépôt et placement du Québec à la juste valeur	—	(608 892)	—	(608 892)	—
Solde redressé	(740 544)	(1 175 407)	(136 847)	(2 052 798)	(770 002)
RÉSULTAT RELATIF À L'APPLICATION DE LA POLITIQUE DE CAPITALISATION					
Cotisations des employeurs					
Cotisations relatives à la capitalisation (note 1b)	104 055	(38 962)	(31 446)	33 647	(174 241)
Cotisations relatives au mode de tarification rétrospectif	—	—	24 673	24 673	54 074
	104 055	(38 962)	(6 773)	58 320	(120 167)
Intérêts relatifs au mode de tarification rétrospectif	—	—	1 868	1 868	4 087
Intérêts sur (déficits) surplus cumulés					
Courus au cours de l'exercice	(51 709)	(89 590)	(10 969)	(152 268)	(63 573)
Non financés et inclus dans le déficit des opérations de l'exercice courant	—	—	—	—	53 497
Financés	(51 709)	(89 590)	(10 969)	(152 268)	(10 076)
	52 346	(128 552)	(15 874)	(92 080)	(126 156)
SURPLUS (DÉFICIT) RELATIF AU TAUX DE RENDEMENT RÉEL	—	526 007	—	526 007	(433 704)
DÉFICIT DES OPÉRATIONS DE L'EXERCICE COURANT					
Surplus (Déficit) relatif aux besoins financiers de l'année courante	—	—	854	854	(1 348)
Déficit relatif aux besoins financiers des années antérieures	—	—	(59 143)	(59 143)	(59 199)
Déficit de nature exceptionnelle	—	—	—	—	(53 497)
	—	—	(58 289)	(58 289)	(114 044)
EXCÉDENT (INSUFFISANCE) DES REVENUS SUR LES DÉPENSES	52 346	397 455	(74 163)	375 638	(673 904)
SOLDE À LA FIN	(688 198)	(777 952)	(211 010)	(1 677 160)	(1 443 906)

BILAN

AU 31 DÉCEMBRE 2004

	2004	2003
	(en milliers de dollars)	
ACTIF		
Encaisse	1 798	—
Dû par la CSST	173 736	171 359
Fonds confiés à la Caisse de dépôt et placement du Québec (notes 3 et 10)	7 638 021	7 490 493
Immobilisations corporelles (note 11)	13 633	8 604
Actifs incorporels (note 12)	30 517	18 230
	7 857 705	7 688 686
PASSIF		
Découvert bancaire	—	553
Chèques en circulation	17 257	17 506
Créditeurs et frais courus	59 696	51 014
Cotisations perçues d'avance	21 281	21 138
Provision pour remboursements de cotisations (note 13)	34 653	11 098
Passif actuariel (note 14)	9 401 978	9 031 283
	9 534 865	9 132 592
DÉFICITS CUMULÉS (note 3)	(1 677 160)	(1 443 906)
	7 857 705	7 688 686

ENGAGEMENTS ET ÉVENTUALITÉ (note 16)

Pour le conseil d'administration de la CSST,



Gilles Taillon



Henri Massé

FLUX DE TRÉSORERIE

DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2004

	2004	2003
	(en milliers de dollars)	
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
Excédent (Insuffisance) des revenus sur les dépenses	375 638	(673 904)
Ajustements pour :		
Amortissement des immobilisations corporelles	1 723	824
Amortissement des actifs incorporels	2 551	651
Variation de la provision pour remboursements de cotisations	23 555	(16 616)
Augmentation du passif actuariel	370 695	398 629
(Gains) Pertes sur dispositions d'unités de participation – Fonds confiés à la Caisse de dépôt et placement du Québec	(6 663)	47 880
Amortissement – Valeur axée sur la juste valeur – Fonds confiés à la Caisse de dépôt et placement du Québec	—	132 878
Variation de la juste valeur – Fonds confiés à la Caisse de dépôt et placement du Québec	(578 223)	—
	189 276	(109 658)
Variation des éléments hors caisse :		
Dû par la CSST	(2 377)	(67)
Revenus de placements à recevoir – Fonds confiés à la Caisse de dépôt et placement du Québec	(8 604)	(16 209)
Créditeurs et frais courus	5 905	42 614
Cotisations perçues d'avance	143	4 566
	(4 933)	30 904
Flux de trésorerie provenant des (utilisés pour les) activités d'exploitation	184 343	(78 754)
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Fonds confiés à la Caisse de dépôt et placement du Québec :		
Acquisitions de dépôts à participation	(507 217)	(139 084)
Produit de dispositions de dépôts à participation	410 001	414 000
Pertes réalisées sur placements par la Caisse	—	(151 747)
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(6 417)	(9 428)
Acquisitions d'actifs incorporels	(12 396)	(18 881)
Flux de trésorerie (utilisés pour les) provenant des activités d'investissement	(116 029)	94 860
Augmentation des espèces et quasi-espèces	68 314	16 106
Insuffisance des espèces et quasi-espèces au début	(374 188)	(390 294)
Insuffisance des espèces et quasi-espèces à la fin (note 15)	(305 874)	(374 188)

1. CONSTITUTION, FONCTIONS ET FINANCEMENT

Le Fonds de la santé et de la sécurité du travail (FSST), fiducie d'utilité sociale au sens du Code civil, est constitué par l'article 136.1 de la *Loi sur la santé et la sécurité du travail* (L.R.Q., chapitre S-2.1). Le FSST a été constitué par le transfert de la majorité des actifs de la Commission de la santé et de la sécurité du travail (CSST) et cette dernière en est le fiduciaire.

Le patrimoine du FSST est affecté au versement des sommes ou prestations auxquelles peut avoir droit toute personne en vertu des lois que la CSST applique ainsi qu'à l'atteinte de toute autre fin prévue par ces lois. La CSST transfère au FSST, au fur et à mesure, toute somme qu'elle perçoit, à l'exception de celles qu'elle détient en dépôt conformément aux lois qu'elle applique.

L'Institut de recherche Robert-Sauvé en santé et en sécurité du travail du Québec (IRSST) s'est vu confier la responsabilité de concevoir, de coordonner et de mener des activités de recherche pouvant contribuer à la réalisation des objectifs de la *Loi sur la santé et la sécurité du travail* (L.R.Q., chapitre S-2.1). À cette fin, le FSST verse annuellement une subvention d'équilibre budgétaire à l'Institut.

a) Mode de financement

La principale source de revenu du FSST est constituée des sommes que les employeurs cotisent à la CSST et qui sont, par la suite, transférées au FSST, comme le prévoit la loi.

En tant qu'administratrice du régime, la CSST fixe la cotisation et, à cette fin, classe les activités de chaque employeur dans une ou plusieurs unités, conformément aux règles qu'elle détermine par règlement. Fixée suivant les principes de base de l'assurance, la cotisation varie en fonction du risque associé à l'activité exercée par l'employeur et du coût des lésions professionnelles. Plus particulièrement :

- Le taux de cotisation d'un employeur est établi selon un des trois modes suivants : la tarification au taux de l'unité, la tarification au taux personnalisé et le mode de tarification rétrospectif.
- L'assujettissement de l'employeur à l'un ou l'autre de ces modes de tarification varie en fonction de l'importance de sa cotisation.

La tarification au taux de l'unité

La cotisation est calculée à partir du taux de l'unité dans laquelle sont classées les activités exercées par l'entreprise. Le taux de l'unité est fixé à partir du taux moyen provincial et du coût des lésions professionnelles associées à l'unité.

La tarification au taux personnalisé

La cotisation est calculée à partir d'un taux personnalisé, c'est-à-dire que le taux de l'unité dans laquelle les activités de l'entreprise sont classées est rajusté pour tenir compte des efforts de l'employeur en matière de prévention et de retour au travail des victimes de lésions professionnelles.

Le mode de tarification rétrospectif

L'objectif de ce mode de tarification consiste à faire correspondre le mieux possible la cotisation annuelle de l'employeur aux dépenses réelles pour des lésions professionnelles qui lui sont associées. En conséquence, sa cotisation pour une année sera ajustée ultérieurement pour tenir compte du coût réel des lésions professionnelles survenues dans son entreprise au cours de cette même année.

b) Politique de capitalisation

Le concept de pleine capitalisation retenu par la CSST pour le FSST signifie que l'actif de ce dernier doit être égal à son passif, sans viser à maintenir un surplus.

En conséquence, des mesures sont prévues afin de rééquilibrer dans les meilleurs délais l'actif et le passif tout en respectant les objectifs d'équité, de stabilité et de prévention.

Ces mesures entraînent des ajustements à la cotisation des employeurs et sont présentées séparément dans la note sur les cotisations des employeurs.

La politique de capitalisation prévoit principalement les modalités suivantes :

- amortir, avec intérêts, sur une période de huit ans, les surplus et déficits provenant des écarts relatifs au taux de rendement réel ;
- amortir, avec intérêts, les surplus ou déficits relatifs aux besoins financiers de l'année courante, dans les trois prochaines tarifications ou selon l'application du mode rétrospectif ;
- amortir, avec intérêts, les déficits relatifs aux besoins financiers des années antérieures, dans les prochaines tarifications sur une période de cinq ans ;
- amortir, avec intérêts, le déficit consolidé au 1^{er} janvier 2000, compte tenu des modalités déjà prévues pour les tarifications de 2001 et 2002, jusqu'en 2013 ;
- affecter à la réduction du déficit consolidé au 1^{er} janvier 2000 les surplus relatifs aux besoins financiers des années antérieures.

c) Niveau de capitalisation

Le niveau de capitalisation se situe au 31 décembre 2004 à 82,41 % (2003 : 84,19 %). Ce pourcentage a été établi en fonction de la proportion de l'actif sur le passif.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers du FSST ont été dressés selon les principes comptables généralement reconnus du Canada. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations.

a) Cotisations des employeurs

Les revenus de cotisations sont transférés par la CSST. Les cotisations sont établies sur la base d'une estimation des cotisations ultimes. Cette estimation vise à prendre en considération la masse salariale ainsi que la classification ultimes de chaque employeur. Elle vise également à prendre en considération, tant pour les employeurs assujettis au mode de tarification personnalisé que pour ceux qui sont assujettis au mode de tarification rétrospectif, les débours qui seront finalement imputés en vue de l'application de ces modes de tarification.

b) Instruments financiers

Fonds confiés à la Caisse de dépôt et placement du Québec

Les fonds confiés à la Caisse de dépôt et placement du Québec sont inscrits à la juste valeur établie par la Caisse au moyen de méthodes d'évaluation utilisées dans les marchés des capitaux. Ils comprennent, d'une part, les dépôts à participation dans un fonds particulier de la Caisse qui ont été désignés de façon irrévocable à des fins de transaction et les revenus à recevoir y afférents et, d'autre part, un emprunt à court terme du fonds général de la Caisse et les intérêts courus y afférents.

Autres instruments financiers

L'encaisse, les montants dus par la CSST, les éléments autres que les dépôts à participation du poste Fonds confiés à la Caisse de dépôt et placement du Québec, le découvert bancaire, les chèques en circulation ainsi que les créiteurs et frais courus sont comptabilisés à la juste valeur qui est équivalente au coût en raison de leur échéance rapprochée.

c) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont présentées à leur coût d'origine et sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation, selon la méthode de l'amortissement linéaire, aux taux annuels suivants :

Immeubles – Modifications	2,5 %
Ameublement et équipement	10 %
Matériel roulant	25 %
Équipement informatique	20 %
Système de télécommunications	20 %
Améliorations locatives	Durée du bail

d) Actifs incorporels

Les actifs incorporels sont présentés à leur coût d'origine et sont amortis en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire aux taux annuels suivants :

Logiciels	20 %
Développements informatiques	20 %

e) Provision pour remboursements de cotisations

Provision relative aux ajustements définitifs des cotisations des employeurs assujettis au mode de tarification rétrospectif

L'objectif du mode de tarification rétrospectif établi par la CSST est de faire correspondre le mieux possible la cotisation annuelle de l'employeur aux dépenses réelles de lésions professionnelles qui lui sont associées. En conséquence, sa cotisation pour une année sera ajustée ultérieurement pour tenir compte du coût réel des lésions professionnelles survenues dans son entreprise au cours de cette même année.

Le FSST inscrit annuellement, à titre de provision pour remboursements de cotisations, l'estimation établie par la CSST de l'ajustement définitif des cotisations de l'année antérieure, ainsi que la révision de l'estimation des années antérieures à l'égard de cette provision. La variation annuelle de cette provision est appliquée aux revenus de cotisations des employeurs.

Cependant, cette provision ne tient pas compte de l'ajustement définitif de l'année courante compte tenu de l'incertitude reliée à cet ajustement.

f) Passif actuariel

Le passif comprend la valeur présente estimative de tous les paiements futurs qui seront effectués relativement aux lésions professionnelles et aux travailleuses enceintes ou qui allaitent, survenues au cours du présent exercice et des exercices antérieurs, chez les employeurs tenus de cotiser.

Ce passif comprend des provisions pour les demandes de prestations en instance et pour l'indemnisation des victimes d'accidents du travail dont la demande parviendra à la CSST après le présent exercice. Il inclut aussi des provisions pour l'indemnisation des victimes de lésions professionnelles qui sont actuellement indemnisées et celles qui le seront éventuellement à la suite d'une rechute, d'une récurrence ou d'une aggravation.

Ce passif comprend une provision pour les frais d'administration futurs ainsi que pour les contributions futures au financement de tribunaux administratifs, à l'égard d'événements survenus en date de la fin de l'exercice financier.

Les hypothèses économiques sont établies à partir d'un taux de rendement réel à long terme de 4,0 %.

g) Espèces et quasi-espèces

La politique du FSST consiste à présenter dans les espèces et quasi-espèces les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent souvent entre le découvert et le disponible et la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse mensuels.

3. MODIFICATION D'UNE CONVENTION COMPTABLE

À compter du présent exercice, le FSST applique les recommandations du chapitre 3855 du manuel de l'Institut canadien des comptables agréés « Instruments financiers – comptabilisation et évaluation ».

Conformément à cette norme, les fonds confiés à la Caisse de dépôt et placement du Québec sont évalués à la juste valeur. Le FSST a choisi de désigner ses placements comme étant détenus à des fins de transaction, comme les dispositions de cette norme le permettent. Conséquemment, les gains et pertes réalisés ainsi que les variations annuelles de la juste valeur sont comptabilisés dans les revenus de placements de l'exercice. Auparavant, ces fonds étaient inscrits à une valeur axée sur la juste valeur. Les gains et pertes réalisés ou non réalisés étaient inscrits graduellement sur une période de cinq ans aux revenus de placements.

L'effet de cette modification sur les états financiers de l'exercice 2003 et des exercices antérieurs, au montant de 608 892 554 \$, a été comptabilisé au 1^{er} janvier 2004 directement à l'état des déficits cumulés de l'exercice terminé le 31 décembre 2004. Les états financiers de l'exercice terminé le 31 décembre 2003 n'ont pas été redressés pour tenir compte de cette modification.

Cette modification appliquée de façon rétroactive a pour effet d'augmenter (de diminuer) les postes suivants des états financiers de l'exercice terminé le 31 décembre 2004 :

	2004 (en milliers de dollars)
REVENUS ET DÉPENSES	
REVENUS	
Revenus de placements et intérêts sur cotisations	804 132
EXCÉDENT (INSUFFISANCE) DES REVENUS SUR LES DÉPENSES	804 132
BILAN	
ACTIF	
Fonds confiés à la Caisse de dépôt et placement du Québec	195 240
DÉFICITS CUMULÉS	(195 240)

4. COTISATIONS DES EMPLOYEURS

	2004	2003
	(en milliers de dollars)	
Cotisations relatives à l'année de tarification courante*		
Opérations courantes	2 011 353	1 925 341
Application de la politique de capitalisation		
Capitalisation relative au déficit consolidé au 1 ^{er} janvier 2000	104 055	—
Ajustement de la cotisation des employeurs résultant de l'amortissement de surplus et déficits d'exercices antérieurs	(31 446)	(53 177)
Ajustement résultant de l'amortissement des surplus et déficits provenant des écarts relatifs au taux de rendement réel	(38 962)	(121 064)
	33 647	(174 241)
	2 045 000	1 751 100
Cotisations relatives aux années de tarification antérieures		
Opérations courantes		
Ajustements des cotisations	31 305	18 068
Diminution résultant d'une variation de la provision pour remboursements de cotisations	(14 139)	(33 414)
	17 166	(15 346)
Application de la politique de capitalisation relativement au mode de tarification rétrospectif		
Augmentation résultant d'une variation de la provision pour remboursements de cotisations	24 673	54 074
	41 839	38 728
	2 086 839	1 789 828

* Les cotisations pour l'année de tarification 2004 ont été établies par la CSST sur la base d'une masse salariale assurable cotisable estimée à 94 600 000 000 \$ (2003 : 90 800 000 000 \$).

5. REVENUS DE PLACEMENTS ET INTÉRÊTS SUR COTISATIONS

	2004	2003
	(en milliers de dollars)	
Revenus de placements		
Dépôts à participation dans un fonds particulier de la Caisse de dépôt et placement du Québec		
Revenus versés sur dépôts à participation par la Caisse	265 306	250 913
Gains réalisés	44 397	—
Variation de la juste valeur	578 223	—
Amortissement des gains et pertes réalisés sur placements	—	116 630
Amortissement de la différence entre la juste valeur des unités de dépôts à participation et leur coût	—	(249 508)
	887 926	118 035
Intérêts sur dépôts à court terme à la Caisse	559	1 473
Intérêts sur emprunts à court terme à la Caisse	(4 064)	(5 212)
	884 421	114 296
Intérêts sur soldes bancaires et autres	213	112
	884 634	114 408
Intérêts sur cotisations		
Exigés	32 484	31 653
Accordés	(172)	(4 869)
	32 312	26 784
	916 946	141 192

6. PROGRAMMES DE RÉPARATION

	2004	2003
	(en milliers de dollars)	
Dépense à l'égard des lésions professionnelles survenues au cours de l'exercice		
Prestations versées	325 731	319 562
Variation du passif actuariel	1 042 816	988 160
	1 368 547	1 307 722
Dépense à l'égard des lésions professionnelles survenues au cours d'exercices antérieurs		
Prestations versées	1 232 052	1 200 268
Variation du passif actuariel	(683 187)	(594 339)
	548 865	605 929
	1 917 412	1 913 651
La dépense à l'égard des programmes de réparation se répartit comme suit :		
Prestations versées		
Remplacement du revenu		
Consolidation médicale et réadaptation	550 995	543 519
Postréadaptation	414 233	403 425
	965 228	946 944
Assistance médicale et frais de réadaptation	350 948	330 445
Préjudice corporel	92 028	90 262
Incapacité permanente	100 299	101 786
Décès	37 336	37 332
Stabilisation économique et sociale	11 944	13 061
	1 557 783	1 519 830
Variation du passif actuariel	359 629	393 821
	1 917 412	1 913 651

Au moment où la tarification est fixée par la CSST, le coût des programmes de réparation, établi en date du 1^{er} juillet, est l'une des données prises en compte pour l'établissement annuel des besoins financiers devant être comblés par les cotisations des employeurs. Aux fins des présents états financiers, le coût en date du 1^{er} juillet 2004 des programmes de réparation liés aux événements survenus en 2004 est établi à 1 347 141 000 \$, alors que le coût en date du 1^{er} juillet 2003 pour les événements survenus en 2003 avait été établi à la fin de l'exercice 2003 à 1 275 722 000 \$.

7. PROGRAMME POUR UNE MATERNITÉ SANS DANGER

	2004	2003
	(en milliers de dollars)	
Dépense à l'égard des retraits préventifs survenus au cours de l'exercice		
Prestations versées	113 761	104 346
Variation du passif actuariel	57 113	52 188
	170 874	156 534
Dépense à l'égard des retraits préventifs survenus au cours d'exercices antérieurs		
Prestations versées	54 291	53 774
Variation du passif actuariel	(51 938)	(47 208)
	2 353	6 566
	173 227	163 100

Au moment où la tarification est fixée par la CSST, le coût du programme *Pour une maternité sans danger*, établi en date du 1^{er} juillet, est l'une des données prises en compte pour l'établissement annuel des besoins financiers devant être comblés par les cotisations des employeurs. Aux fins des présents états financiers, le coût en date du 1^{er} juillet 2004 du programme *Pour une maternité sans danger* à l'égard des retraits préventifs de 2004 est établi à 168 846 000 \$, alors que le coût en date du 1^{er} juillet 2003 des retraits préventifs de 2003 avait été établi à la fin de l'exercice 2003 à 154 681 000 \$.

8. PROGRAMMES DE PRÉVENTION

	2004	2003
	(en milliers de dollars)	
Paiements pour les services de santé au travail	58 192	58 226
Subvention à l'Institut de recherche Robert-Sauvé en santé et en sécurité du travail du Québec	17 440	17 640
Subventions pour la formation et l'information :		
Associations sectorielles paritaires	17 604	17 574
Associations syndicales et patronales	9 071	9 079
Autres	501	1 863
	102 808	104 382

9. DÉFICIT DES OPÉRATIONS DE L'EXERCICE COURANT

Le déficit des opérations de l'exercice courant représente les surplus ou les déficits eu égard à la tarification réalisés au cours de l'exercice courant, qui devront faire l'objet d'ajustements à la cotisation des employeurs dans les années subséquentes, et ce, en conformité avec la politique de capitalisation décrite dans la note 1b.

Le déficit des opérations de l'exercice courant s'explique par les variations suivantes eu égard à la tarification établie par la CSST :

	2004	2003
	Surplus (Déficits) (en milliers de dollars)	
VARIATIONS – BESOINS FINANCIERS DE L'ANNÉE COURANTE		
Cotisations des employeurs*	37 453	45 441
Autres revenus	2 273	2 661
Programmes de réparation**	(29 641)	(49 122)
Programme <i>Pour une maternité sans danger</i> ***	(18 946)	(17 781)
Programmes de prévention	(1 308)	(1 482)
Frais d'administration	2 165	12 163
Financement de tribunaux administratifs	689	(485)
Créances douteuses	8 153	7 291
	838	(1 314)
Intérêts courus du 1 ^{er} juillet au 31 décembre sur les variations relatives aux besoins financiers de l'année courante	16	(34)
	854	(1 348)
VARIATIONS – BESOINS FINANCIERS DES ANNÉES ANTÉRIEURES		
Cotisations des employeurs****	17 166	(15 346)
Programmes de réparation*****	(83 437)	(64 643)
Programme <i>Pour une maternité sans danger</i>	(357)	(4 924)
Frais d'administration	1 388	23 602
Financement de tribunaux administratifs	6 097	2 112
	(59 143)	(59 199)
ÉCART DE NATURE EXCEPTIONNELLE	—	(53 497)
DÉFICIT DES OPÉRATIONS DE L'EXERCICE COURANT	(58 289)	(114 044)

* Les cotisations pour l'année de tarification 2004 sont estimées à un niveau supérieur de 37 453 000 \$ à celui initialement estimé, ce qui constitue un surplus. Premièrement, un surplus d'environ 56 000 000 \$ résulte d'une activité économique différente. À cette activité économique différente devrait correspondre une hausse du coût des programmes de réparation d'environ 41 600 000 \$. Deuxièmement, un déficit d'environ 18 500 000 \$ découle de différents éléments dont un déficit de 12 900 000 \$ attribuable au fait que les cotisations établies sur la base des taux personnalisés seront inférieures à ce qui avait été prévu, étant donné des corrections d'imputation plus importantes que celles prévues.

** Au moment de la tarification, le coût en date du 1^{er} juillet 2004 pour les lésions professionnelles de 2004 a été établi à 1 317 500 000 \$. Ce même coût est établi à 1 347 141 000 \$ dans les présents états financiers, ce qui signifie un déficit de 29 641 000 \$. Ce déficit se compose d'un surplus de l'ordre de 9 500 000 \$ attribuable aux modifications fiscales annoncées au cours de 2004 par le ministre provincial des Finances et d'un déficit de l'ordre de 39 141 000 \$ attribuable aux autres éléments.

Le déficit de 39 141 000 \$ doit toutefois être considéré en relation avec le fait que les différences observées dans l'activité économique auraient dû entraîner une hausse d'environ 41 600 000 \$ du coût des programmes de réparation.

*** Au moment de la tarification, le coût en date du 1^{er} juillet 2004 du programme *Pour une maternité sans danger* a été établi à 149 900 000 \$. Dans les présents états financiers, ce même coût est établi à 168 846 000 \$, ce qui signifie un déficit de 18 946 000 \$. Ce déficit est principalement attribuable au fait que le nombre de travailleuses indemnisées a été plus important que prévu.

**** La principale source du surplus de 17 166 000 \$ est un gain de 10 400 000 \$ qui fait suite à la révision des cotisations de l'année d'application 2003 et qui résulte surtout d'une activité économique différente de celle estimée l'an dernier sur la base des données au 31 décembre 2003.

***** Ce déficit de 83 437 000 \$ se compose de deux éléments principaux. Premièrement, un déficit de 236 606 000 \$ concerne les frais d'assistance médicale et de réadaptation et découle en majeure partie de la reconnaissance de l'expérience récente dans l'établissement des hypothèses. Deuxièmement, un surplus de 97 563 000 \$ résulte des modifications fiscales annoncées au cours de 2004 par le ministre provincial des Finances. Les écarts résiduels totalisent un surplus de 55 606 000 \$ dont un surplus de 35 102 000 \$ pour les indemnités de remplacement du revenu en période de postréadaptation et un surplus de 24 232 000 \$ pour les indemnités de remplacement du revenu en période de consolidation médicale et de réadaptation.

10. FONDS CONFIÉS À LA CAISSE DE DÉPÔT ET PLACEMENT DU QUÉBEC

	2004	2003
	(en milliers de dollars)	
Fonds particulier		
Dépôts à participation à la juste valeur	7 894 110	—
Dépôts à participation à une valeur axée sur la juste valeur (juste valeur de 2003 en milliers de dollars : 7 212 008)	—	7 820 900
Revenus à recevoir	34 326	25 722
	7 928 436	7 846 622
Fonds général		
Emprunt à court terme à taux variable et intérêts courus*	(290 415)	(356 129)
	7 638 021	7 490 493

Les dépôts à participation dans un fonds particulier à la Caisse de dépôt et placement du Québec sont exprimés en unités. Ces unités sont encaissables moyennant préavis, selon les modalités des règlements de la Caisse et selon les ententes spécifiques, à la juste valeur de l'avoir net du fonds particulier à la fin de chaque mois. À la clôture de chaque période mensuelle du fonds particulier, la Caisse attribue au FSST le revenu net de placements ainsi que les gains et pertes réalisés sur placements.

* Le FSST dispose à la Caisse d'une marge de crédit de 350 millions de dollars pour combler les déficits de caisse mensuels. Cette marge porte intérêt à un taux basé sur le taux de rendement du compte de dépôt à vue au jour le jour majoré de 0,5 %. Le taux d'intérêt était de 2,6 % au 31 décembre 2004 (2003 : 2,8 %). Cette marge de crédit expire en 2006. Conformément à la convention de crédit intervenue avec la Caisse, le maximum autorisé peut, en cours de mois, excéder 350 millions de dollars, mais ne doit pas excéder ce montant en date du premier jour de chaque mois.

11. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	2004			2003
	(en milliers de dollars)			
	Coût	Amortissement cumulé	Net	Net
Immeubles – Modifications	—	—	—	203
Ameublement et équipement	3 419	285	3 134	1 733
Matériel roulant	505	119	386	196
Équipement informatique	11 277	2 001	9 276	5 960
Système de télécommunications	689	117	572	373
Améliorations locatives	289	24	265	139
	16 179	2 546	13 633	8 604

12. ACTIFS INCORPORELS

	2004			2003
	(en milliers de dollars)			
	Coût	Amortissement cumulé	Net	Net
Logiciels	3 065	611	2 454	1 921
Développements informatiques*	30 654	2 591	28 063	16 309
	33 719	3 202	30 517	18 230

* Des développements informatiques d'une valeur de 13 494 304 \$ (2003 : 12 370 455 \$) sont en voie de réalisation au 31 décembre 2004 et ne sont pas amortis.

13. PROVISION POUR REMBOURSEMENTS DE COTISATIONS

	2004	2003
	(en milliers de dollars)	
Provision relative aux ajustements définitifs des cotisations des employeurs assujettis au mode de tarification rétrospectif		
Solde au début	11 098	27 714
Variation de l'exercice		
Application de la politique de capitalisation relative à l'année antérieure	(24 673)	(54 074)
Révision d'estimation des années antérieures	14 139	33 414
Intérêts	171	4 800
	(10 363)	(15 860)
Effet net des ajustements effectués au cours de l'exercice		
Cotisations perçues	33 784	7 284
Intérêts sur cotisations exigés (accordés)	134	(8 040)
	33 918	(756)
Solde à la fin	34 653	11 098

14. PASSIF ACTUARIEL

	2004	2003
	(en milliers de dollars)	
Solde au début	9 031 283	8 632 654
Variation du passif actuariel		
Programmes de réparation		
Évolution du passif actuariel	281 141	370 092
Modifications aux hypothèses non économiques et aux méthodes de calcul du passif actuariel	78 488	23 729
	359 629	393 821
Programme <i>Pour une maternité sans danger</i>		
Évolution du passif actuariel	5 175	4 980
Frais d'administration		
Évolution du passif actuariel	9 693	(1 671)
Modifications aux hypothèses non économiques et aux méthodes de calcul du passif actuariel	220	—
	9 913	(1 671)
Financement de tribunaux administratifs		
Évolution du passif actuariel	(4 022)	1 499
	370 695	398 629
Solde à la fin	9 401 978	9 031 283
Ce passif actuariel se répartit comme suit à l'égard des indemnités assumées par le FSST :		
Programmes de réparation		
Remplacement du revenu		
Consolidation médicale et réadaptation	1 137 519	1 121 521
Postréadaptation	4 754 215	4 654 011
	5 891 734	5 775 532
Assistance médicale et frais de réadaptation	1 297 640	1 011 899
Préjudice corporel	306 200	295 269
Incapacité permanente	925 833	961 514
Décès	262 832	272 555
Stabilisation économique et sociale	60 716	68 557
	8 744 955	8 385 326
Programme <i>Pour une maternité sans danger</i>	58 445	53 270
Frais d'administration	466 960	457 047
Financement de tribunaux administratifs	131 618	135 640
	9 401 978	9 031 283

15. FLUX DE TRÉSORERIE

Espèces et quasi-espèces

Les espèces et les quasi-espèces figurant dans l'état des flux de trésorerie comprennent les montants comptabilisés suivants :

	2004	2003
	(en milliers de dollars)	
Encaisse (Découvert bancaire)	1 798	(553)
Chèques en circulation	(17 257)	(17 506)
Fonds confiés à la Caisse de dépôt et placement du Québec – Emprunt à court terme à taux variable et intérêts courus (note 10)	(290 415)	(356 129)
Insuffisance des espèces et quasi-espèces	(305 874)	(374 188)
Intérêts versés au cours de l'exercice*	31 126	37 317

* Ces intérêts versés sont déjà soit inclus dans certaines catégories de dépenses, soit présentés distinctement dans les notes complémentaires aux états financiers.

16. ENGAGEMENTS ET ÉVENTUALITÉ

À compter du 1^{er} janvier 2003, le FSST assume toutes les obligations de nature financière contractées par la CSST avant cette date, conformément à la *Loi sur la santé et la sécurité du travail* (L.R.Q., chapitre S-2.1).

Engagements

Baux pour location d'espaces

Le FSST est engagé en vertu de baux conclus par la CSST pour location d'espaces pour une somme de 172 429 571 \$ au 31 décembre 2004 (2003 : 183 652 100 \$). Ces baux s'échelonnent jusqu'en 2016 avec possibilité de renouvellement à l'échéance. Une clause prévoit la révision des loyers en fonction des hausses de frais d'exploitation ou de taxes.

Les versements au cours des cinq prochains exercices, basés sur le montant des loyers au 31 décembre 2004, sont :

2005	20 968 525 \$
2006	20 959 349
2007	20 949 366
2008	20 453 680
2009	17 563 692

Contrats de location d'équipement et contrats de service

Le FSST est engagé en vertu de divers contrats de location d'équipement et contrats de service conclus par la CSST pour une somme estimée à 51 485 373 \$ au 31 décembre 2004 (2003 : 51 203 196 \$). Ces contrats, qui s'échelonnent sur une période de un à cinq ans, prévoient des versements annuels de :

2005	26 552 232 \$
2006	14 468 011
2007	9 265 551
2008	794 526
2009	405 053

Éventualité

Entreprises de compétence fédérale

La Cour suprême du Canada a, dans son jugement du 26 mai 1988, décidé que la *Loi sur la santé et la sécurité du travail* (L.R.Q., chapitre S-2.1) ne s'applique pas aux entreprises de compétence fédérale. Comme suite à ce jugement, la CSST a remboursé aux employeurs concernés les cotisations indûment perçues, y compris un intérêt annuel de 5,0 %.

Toutefois, des actions ont été intentées en Cour supérieure du Québec par plusieurs entreprises de transport extraprovinciales qui se considèrent de compétence fédérale. Elles réclament le remboursement intégral des cotisations qu'elles ont versées à la CSST pour les années 1981 à 1988 inclusivement et non pas seulement la partie de la cotisation s'appliquant à la *Loi sur la santé et la sécurité du travail*. Ces entreprises demandent en outre que les sommes qui leur seraient éventuellement remboursées portent intérêt au taux fixé suivant l'article 28 de la *Loi sur le ministère du Revenu* (L.R.Q., chapitre M-31) au lieu du taux de 5,0 % établi par la CSST. Ces actions totalisent environ 46 000 000 \$ sans compter les intérêts.

À l'égard de cette éventualité, la CSST n'est pas en mesure d'estimer le montant pouvant en résulter.

17. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

Le FSST est apparenté à la CSST, à l'IRSST et aux associations sectorielles paritaires. Le FSST n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations entre apparentés, comptabilisées à la valeur d'échange, sont présentées dans le corps même des états financiers.

18. MARGE DE CRÉDIT

Le FSST détient une marge de crédit de 10 000 000 \$ utilisable en crédit à demande ou sous forme de découvert bancaire. Cette marge porte intérêt au taux de base.

In the second part, the focus shifts to the classification of expenses. It provides a detailed breakdown of various types of costs, such as direct materials, direct labor, and manufacturing overhead. Each category is explained with examples to help the reader understand how to properly categorize their own expenses. The document also touches upon the importance of tracking these costs over time to identify trends and areas for cost reduction.

The third section covers the process of calculating the cost of goods sold (COGS). It explains the relationship between beginning inventory, purchases, and ending inventory, and how these factors determine the total cost of the goods sold during a period. The document provides a step-by-step guide to performing these calculations, ensuring that the reader can accurately determine their COGS.

Finally, the document discusses the impact of these calculations on the overall financial statements. It explains how COGS is used to determine gross profit and how it affects the income statement. The document also mentions the importance of maintaining proper documentation for all transactions to support the financial data presented in the statements.



COMMISSION DE LA SANTÉ ET DE LA SÉCURITÉ DU TRAVAIL

É t a t s
f i n a n c i e r s

de l'exercice terminé le 31 décembre 2004

La direction de la Commission de la santé et de la sécurité du travail (CSST) dresse les états financiers de l'organisme. Elle est responsable de l'intégrité et de la fidélité des données, notamment pour ce qui concerne les estimations et les jugements comptables importants. Il lui incombe de choisir des conventions comptables appropriées et qui respectent les principes comptables généralement reconnus du Canada. L'information financière contenue ailleurs dans le rapport annuel de gestion est conforme à ces états financiers.

Pour s'acquitter de ses responsabilités relatives à l'intégrité et à la fidélité des états financiers, la direction exerce les contrôles internes qui s'imposent de façon que l'utilisateur soit raisonnablement assuré que l'information financière est pertinente et fiable et que les actifs sont adéquatement protégés. À cet égard, la Direction de la comptabilité et de la gestion de l'information, à titre de contrôleur de la CSST, conçoit et propose des contrôles suffisants pour pallier les risques financiers les plus importants et en assure l'application. De plus, la Direction de la vérification interne effectue des vérifications périodiques afin de s'assurer que les contrôles exercés sont appropriés, constants et effectués d'une façon uniforme.

Le conseil d'administration est chargé de surveiller la façon dont la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière et il approuve les états financiers. Le comité de vérification, dont les membres ne font pas partie de la direction, assiste le conseil d'administration dans cette tâche. Ce comité rencontre la direction et le Vérificateur général, examine les états financiers et en recommande l'approbation au conseil d'administration.

Le Vérificateur général du Québec a vérifié les états financiers de la CSST conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Le rapport du Vérificateur expose la nature et l'étendue de cette vérification et l'expression de son opinion.



Gérard Bibeau

Président du conseil d'administration
et chef de la direction

Québec, le 16 mars 2005

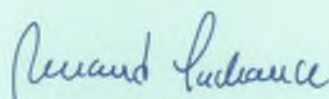
À l'Assemblée nationale

J'ai vérifié le bilan de la Commission de la santé et de la sécurité du travail (CSST) au 31 décembre 2004 et les états des revenus et dépenses, des surplus cumulés et des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la CSST. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la CSST au 31 décembre 2004, ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada. Conformément aux exigences de la *Loi sur le Vérificateur général* (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces principes ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Québec,



Renaud Lachance, CA

Québec, le 16 mars 2005

REVENUS ET DÉPENSES

DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2004

	2004	2003
	(en milliers de dollars)	
REVENUS*		
Contributions du FSST (note 1)	426 808	425 149
Revenus d'intérêts	215	365
Autres revenus	468	630
	427 491	426 144
DÉPENSES		
Frais d'administration (note 3)	350 118	349 044
Financement de tribunaux administratifs (note 4)	49 843	48 396
Créances douteuses	26 847	27 709
	426 808	425 149
EXCÉDENT DES REVENUS SUR LES DÉPENSES	683	995

* La CSST a cotisé les employeurs pour 2 086 839 000 \$ en 2004 (2003 : 1 789 828 000 \$) en vertu des lois qu'elle applique. Toutefois, ces sommes ne figurent pas dans cet état, puisqu'elles sont transférées au fur et à mesure de leur perception par la CSST au Fonds de la santé et de la sécurité du travail (FSST), conformément à l'article 136.5 de la *Loi sur la santé et la sécurité du travail* (L.R.Q., chapitre S-2.1).

SURPLUS CUMULÉS

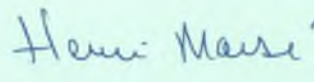
DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2004

	2004	2003
	(en milliers de dollars)	
SOLDE AU DÉBUT	93 773	92 778
EXCÉDENT DES REVENUS SUR LES DÉPENSES	683	995
SOLDE À LA FIN	94 456	93 773

	2004	2003
	(en milliers de dollars)	
ACTIF		
Encaisse	5 441	1 455
Cotisations à percevoir pour le FSST et autres créances (note 5)	307 809	280 509
Dû par les dépositaires (note 10)	17 997	16 008
Frais payés d'avance	3 573	5 254
Solde de prix de vente d'un immeuble (note 6)	—	3 783
Immobilisations corporelles (note 7)	11 611	18 056
Actifs incorporels (note 8)	20 895	39 854
	367 326	364 919
PASSIF		
Créditeurs et frais courus	17 434	21 594
Dû au FSST	173 736	171 359
Provision pour congés de maladie et vacances (note 9)	81 700	78 193
	272 870	271 146
SURPLUS CUMULÉS	94 456	93 773
	367 326	364 919

Pour le conseil d'administration,


Gilles Taillon


Henri Massé

FLUX DE TRÉSORERIE

DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2004

	2004	2003
	(en milliers de dollars)	
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
Excédent des revenus sur les dépenses	683	995
Ajustements pour :		
Amortissement des immobilisations corporelles	6 295	5 712
Amortissement des actifs incorporels	18 959	24 252
Pertes (Gains) sur aliénations d'immobilisations corporelles et d'actifs incorporels	51	(41)
Variation de la provision pour congés de maladie et vacances	3 507	1 172
	29 495	32 090
Variation des éléments hors caisse :		
Cotisations à percevoir pour le FSST et autres créances	(27 300)	(25 514)
Dû par les dépositaires	(1 989)	(6 998)
Frais payés d'avance	1 681	(580)
Créditeurs et frais courus	(4 160)	1 228
Dû au FSST	2 377	67
	(29 391)	(31 797)
Activités de fiduciaire :		
Cotisations encaissées pour le FSST	2 059 539	1 773 981
Cotisations versées au FSST	(2 059 539)	(1 773 981)
	0	0
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation	104	293
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Encaissement du solde de prix de vente d'un immeuble	3 783	1 089
Produit d'aliénations d'immobilisations corporelles et d'actifs incorporels	99	73
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement	3 882	1 162
Augmentation de l'encaisse	3 986	1 455
Encaisse au début	1 455	—
Encaisse à la fin	5 441	1 455

1. CONSTITUTION, FONCTIONS ET FINANCEMENT

La Commission de la santé et de la sécurité du travail (CSST), personne morale au sens du Code civil, a été instituée le 13 mars 1980 par la *Loi sur la santé et la sécurité du travail* (L.R.Q., chapitre S-2.1). Elle a pour fonctions, dans le cadre de l'application de cette loi, d'élaborer, de proposer et de mettre en œuvre des politiques relatives à la santé et à la sécurité des travailleurs de façon à assurer une meilleure qualité des milieux de travail. Elle perçoit des employeurs les sommes nécessaires à l'application de cette loi.

La CSST a en outre pour fonction, dans le cadre de l'application de la *Loi sur les accidents du travail* (L.R.Q., chapitre A-3) et de la *Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles* (L.R.Q., chapitre A-3.001), de cotiser annuellement, conformément à son mode de financement et après expertise actuarielle, les employeurs aux taux applicables aux unités dans lesquelles leurs activités sont classées, ou aux taux personnalisés qui leur sont applicables ou, le cas échéant, selon le *Règlement sur l'ajustement rétrospectif de la cotisation*.

La CSST est fiduciaire du Fonds de la santé et de la sécurité du travail (FSST), fiducie d'utilité sociale constituée le 1^{er} janvier 2003 et dont le patrimoine est affecté au versement des sommes ou prestations auxquelles peut avoir droit toute personne en vertu des lois que la CSST applique ainsi qu'à l'atteinte de toute autre fin prévue par ces lois. Le FSST n'est pas consolidé puisqu'il constitue un patrimoine fiduciaire distinct en vertu de l'article 136.2 de la *Loi sur la santé et la sécurité du travail* (L.R.Q., chapitre S-2.1).

Afin de rendre compte de l'administration du FSST, le tableau suivant présente un sommaire du bilan du FSST.

	2004	2003
	(en milliers de dollars)	
ACTIF		
Fonds confiés à la Caisse de dépôt et placement du Québec	7 638 021	7 490 493
Autres actifs	219 684	198 193
	7 857 705	7 688 686
PASSIF		
Passif actuariel	9 401 978	9 031 283
Autres passifs	132 887	101 309
	9 534 865	9 132 592
DÉFICITS CUMULÉS	(1 677 160)	(1 443 906)
	7 857 705	7 688 686

La CSST a également pour fonction d'appliquer la *Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels* (L.R.Q., chapitre I-6) et la *Loi visant à favoriser le civisme* (L.R.Q., chapitre C-20). Les sommes nécessaires à l'application de ces lois lui sont remboursées par le gouvernement du Québec.

Contributions du FSST

Conformément à l'article 136.8 de la *Loi sur la santé et la sécurité du travail* (L.R.Q., chapitre S-2.1), le FSST assume l'ensemble des dépenses relatives à l'administration du FSST et à l'application des lois dont la responsabilité incombe à la CSST, à l'exception des dépenses qui sont payées sur les sommes que cette dernière détient en dépôt.

Mode de financement

La CSST choisit son mode de financement d'après la méthode qu'elle estime appropriée pour lui permettre de faire face aux obligations du régime et aux dépenses supportées par le FSST dès leur échéance et d'éviter que les employeurs soient injustement obérés par la suite en raison des paiements à faire pour la réparation des lésions professionnelles survenues auparavant.

La CSST applique un mode de tarification tenant davantage compte du double mandat que lui confère la loi, soit celui d'agent de prévention et celui d'assureur public.

La CSST détermine annuellement par règlement des unités de classification.

En vue de fixer la cotisation des employeurs, la CSST classe les activités de chaque employeur dans une ou plusieurs unités, conformément aux règles qu'elle détermine par règlement. Fixée suivant les principes de base de l'assurance, la cotisation varie en fonction du risque associé à l'activité exercée par l'employeur et du coût des lésions professionnelles.

Le taux de cotisation d'un employeur est établi selon un des trois modes suivants : la tarification au taux de l'unité, la tarification au taux personnalisé et le mode de tarification rétrospectif.

La CSST perçoit auprès des employeurs les sommes qu'elle cotise en vertu des lois qu'elle applique. Ces sommes sont transférées au fur et à mesure de leur perception par la CSST au FSST, conformément à l'article 136.5 de la *Loi sur la santé et la sécurité du travail*.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers de la CSST ont été dressés par la direction selon les principes comptables généralement reconnus du Canada. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations.

a) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont présentées à leur coût d'origine et sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation, selon la méthode de l'amortissement linéaire, aux taux annuels suivants :

Immeubles	2,5 %
Ameublement et équipement	10 %
Matériel roulant	25 %
Équipement informatique	20 %
Système de télécommunications	20 %
Améliorations locatives	Durée du bail

b) Actifs incorporels

Les actifs incorporels sont présentés à leur coût d'origine et sont amortis en fonction de leur durée probable d'utilisation, selon la méthode de l'amortissement linéaire, aux taux annuels suivants :

Logiciels	20 %
Développements informatiques	20 %

c) Régimes de retraite

La comptabilité des régimes à cotisations déterminées est appliquée aux régimes gouvernementaux interentreprises à prestations déterminées, compte tenu que la CSST ne dispose pas de suffisamment d'informations pour appliquer la comptabilité des régimes à prestations déterminées.

3. FRAIS D'ADMINISTRATION

	2004	2003
	(en milliers de dollars)	
Frais de l'exercice		
Traitements et avantages sociaux	243 098	233 574
Formation et perfectionnement	851	1 090
Frais de déplacement	10 367	10 377
Postes, messagerie et télécommunications	5 905	7 229
Communications et information	3 380	2 921
Services professionnels – Administration et informatique	30 727	31 162
Entretien et réparations – Équipement informatique	5 536	9 130
Entretien et réparations – Immobilisations corporelles et autres	4 168	3 390
Matériel et fournitures	4 775	4 868
Location d'espaces	22 714	21 490
Location d'équipement – Informatique	3 342	3 592
Location d'équipement – Autres	827	876
Assurances, taxes et énergie	2 068	2 018
Autres frais et services	2 775	3 048
Amortissement – Immobilisations corporelles	6 295	5 712
Amortissement – Actifs incorporels	18 959	24 252
	365 787	364 729
Moins :		
Frais imputés (note 10)		
Employeurs tenus personnellement au paiement des prestations	1 967	2 177
Gouvernement du Canada relativement à la <i>Loi sur l'indemnisation des agents de l'État</i>	3 956	4 178
Gouvernement du Québec relativement à la <i>Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels (IVAC)</i>	9 143	8 652
Gouvernement du Québec relativement à la <i>Loi visant à favoriser le civisme</i>	44	103
	15 110	15 110
Autres frais imputés	559	575
	15 669	15 685
	350 118	349 044

4. FINANCEMENT DE TRIBUNAUX ADMINISTRATIFS

	2004	2003
	(en milliers de dollars)	
Contributions de l'exercice		
Commission des lésions professionnelles	50 769	49 334
Tribunal administratif du Québec	34	66
	50 803	49 400
Moins :		
Frais imputés (note 10)		
Employeurs tenus personnellement au paiement des prestations	319	344
Gouvernement du Canada relativement à la <i>Loi sur l'indemnisation des agents de l'État</i>	641	660
	960	1 004
	49 843	48 396

5. COTISATIONS À PERCEVOIR POUR LE FSST ET AUTRES CRÉANCES

	2004	2003
	(en milliers de dollars)	
Cotisations à percevoir	322 613	290 790
Estimation des revenus courus de cotisations	3 152	9 980
Prestations versées en trop, au titre des programmes de réparation, à percevoir	24 200	24 743
Autres créances	5 994	5 796
	355 959	331 309
Moins :		
Provision pour créances douteuses	48 150	50 800
	307 809	280 509

6. SOLDE DE PRIX DE VENTE D'UN IMMEUBLE

	2004	2003
	(en milliers de dollars)	
Garanti par cession-transport de subvention à être versée par le gouvernement du Québec, remboursé en 2004	—	3 783

7. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	2004			2003
	(en milliers de dollars)			
	Coût	Amortissement cumulé	Net	Net
Terrain	749	—	749	749
Immeubles	10 556	7 724	2 832	3 096
Ameublement et équipement	16 804	13 596	3 208	3 937
Matériel roulant	691	642	49	169
Équipement informatique	46 053	42 225	3 828	8 605
Système de télécommunications	8 550	7 757	793	1 326
Améliorations locatives	4 683	4 531	152	174
	88 086	76 475	11 611	18 056

8. ACTIFS INCORPORELS

	2004			2003
	(en milliers de dollars)			
	Coût	Amortissement cumulé	Net	Net
Logiciels	30 241	27 706	2 535	4 405
Développements informatiques	173 276	154 916	18 360	35 449
	203 517	182 622	20 895	39 854

9. PROVISION POUR CONGÉS DE MALADIE ET VACANCES

	2004			2003
	(en milliers de dollars)			
	Congés de maladie	Vacances	Total	Total
Solde au début	53 941	24 252	78 193	77 022
Dépenses de l'exercice	9 906	20 009	29 915	29 758
Utilisation de l'exercice	(6 078)	(20 330)	(26 408)	(28 587)
Solde à la fin	57 769	23 931	81 700	78 193

10. DÉPÔTS EN FIDÉICOMMIS

En vertu du chapitre X de la *Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles* (L.R.Q., chapitre A-3.001), la CSST exige un dépôt d'un employeur tenu personnellement au paiement des prestations lorsqu'elle le croit nécessaire en vue d'assurer le prompt paiement des prestations. De tels dépôts sont détenus par la CSST en fidéicommis et lui permettent de verser des prestations aux travailleurs de ces employeurs. Les employeurs tenus personnellement au paiement des prestations paient également leur quote-part des frais engagés par la CSST pour l'application du chapitre X. En vertu de la *Loi sur l'indemnisation des agents de l'État* (L.R.C., 1985, chapitre G-5) et conformément à une entente avec le gouvernement du Canada, ce dernier et les organismes qui en relèvent sont considérés comme des employeurs tenus personnellement au paiement des prestations et versent un dépôt à la CSST.

En plus d'administrer le régime québécois de santé et de sécurité du travail, la CSST s'est vu confier le mandat de veiller à l'application de la *Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels* (L.R.Q., chapitre I-6) et de la *Loi visant à favoriser le civisme* (L.R.Q., chapitre C-20). Pour ces deux mandats, le gouvernement du Québec dépose à la CSST des sommes que celle-ci détient en fidéicommis et qu'elle utilise d'abord pour indemniser les bénéficiaires en vertu de ces deux lois et aussi pour couvrir les frais d'administration qu'elle engage à cet égard.

Dans tous ces cas, compte tenu qu'elles sont intégralement payées par les employeurs tenus personnellement au paiement des prestations, les prestations présentes et futures afférentes aux événements survenus en date de fin de l'exercice financier ne sont pas présentées dans l'état des revenus et dépenses ni dans le bilan de la CSST. Toutefois, les sommes perçues pour financer les frais engagés par la CSST pour l'application de ces lois sont appliquées en réduction des frais d'administration et du financement de tribunaux administratifs.

Afin de rendre compte de l'administration des dépôts en fidéicommiss, le bilan et l'état de l'évolution des dépôts en fidéicommiss s'établissent comme suit :

DÉPÔTS EN FIDÉICOMMISS

BILAN

AU 31 DÉCEMBRE 2004

	2004	2003
	(en milliers de dollars)	
ACTIF		
Comptes à recevoir des dépositaires*	17 997	16 008
Fonds investis en fidéicommiss pour les dépositaires*	8 373	8 929
	26 370	24 937
PASSIF**		
Comptes à payer à la CSST	17 997	16 008
Dépôts en fidéicommiss		
Employeurs tenus personnellement au paiement des prestations***	4 150	4 639
Gouvernement du Canada relativement à la <i>Loi sur l'indemnisation des agents de l'État</i>	1 725	1 725
Gouvernement du Québec relativement à la <i>Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels (IVAC)</i>	2 300	2 300
Gouvernement du Québec relativement à la <i>Loi visant à favoriser le civisme</i>	198	265
	8 373	8 929
	26 370	24 937

* La juste valeur des comptes à recevoir des dépositaires et des fonds investis en fidéicommiss pour les dépositaires sous forme de dépôt bancaire est équivalente à la valeur comptable en raison de leur échéance rapprochée.

** La CSST n'a pas évalué ni inscrit de passif actuariel pour la valeur des engagements relatifs aux demandes de prestations des employeurs tenus personnellement au paiement des prestations, étant donné qu'il est très peu probable que tous les employeurs tenus personnellement au paiement des prestations, ainsi que leurs assureurs ou les personnes qui se sont portées caution ou garantes du paiement des prestations, disparaissent ou deviennent insolvables.

*** En vertu de l'article 334 de la *Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles* (L.R.Q., chapitre A-3.001), tous les employeurs tenus personnellement au paiement des prestations doivent conclure avec une personne morale et maintenir en vigueur un contrat d'assurance, de cautionnement ou de garantie par lequel cette personne s'engage à assumer le paiement des prestations aux bénéficiaires en cas de défaut de l'employeur.

Conformément à l'article 344 de la *Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles*, lorsqu'un employeur et son assureur ou la personne qui s'est portée caution ou garante du paiement des prestations sont disparus ou insolvable, la CSST assure l'indemnisation des bénéficiaires. Pour recouvrer ces sommes, la CSST peut imposer aux employeurs tenus personnellement au paiement des prestations une cotisation additionnelle.

DÉPÔTS EN FIDÉICOMMIS

ÉVOLUTION DES DÉPÔTS EN FIDÉICOMMIS

DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2004

	2004	2003
	(en milliers de dollars)	
SOLDE AU DÉBUT	8 929	9 179
AUGMENTATION		
Contributions des dépositaires à l'égard des prestations versées	91 746	88 734
Contributions des dépositaires à l'égard des frais d'administration et du financement de tribunaux administratifs	16 070	16 114
Intérêts	67	20
	107 883	104 868
	116 812	114 047
DIMINUTION		
Remboursement de dépôts	268	—
Prestations versées		
Employeurs tenus personnellement au paiement des prestations		
Prestations facturées	14 987	15 393
Prestations appliquées en réduction des dépôts en fidéicomis	355	270
Gouvernement du Canada relativement à la Loi sur l'indemnisation des agents de l'État	14 484	14 089
Gouvernement du Québec relativement à la Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels (IVAC)	61 628	58 561
Gouvernement du Québec relativement à la Loi visant à favoriser le civisme	647	691
	92 369	89 004
Frais d'administration et financement de tribunaux administratifs de la CSST pour :		
Employeurs tenus personnellement au paiement des prestations	2 286	2 521
Gouvernement du Canada relativement à la Loi sur l'indemnisation des agents de l'État	4 597	4 838
Gouvernement du Québec relativement à la Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels (IVAC)	9 143	8 652
Gouvernement du Québec relativement à la Loi visant à favoriser le civisme	44	103
	16 070	16 114
	108 439	105 118
SOLDE À LA FIN	8 373	8 929

11. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

La CSST est apparentée au FSST. Elle n'a conclu aucune opération commerciale avec cet apparenté autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations entre apparentés, comptabilisées à la valeur d'échange, sont présentées dans le corps même des états financiers.

12. COTISATIONS AUX RÉGIMES DE RETRAITE À TITRE D'EMPLOYEUR

Les employés de la CSST participent au Régime de retraite des fonctionnaires (RRF), au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) et au Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE), lesquels sont administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances. Ces régimes interentreprises sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

Les obligations de la CSST envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses cotisations pour services courants à titre d'employeur. Les cotisations de la CSST imputées aux dépenses de l'exercice s'élèvent à 7 998 502 \$ (2003 : 7 680 928 \$).

13. INSTRUMENTS FINANCIERS

La juste valeur de l'encaisse, des cotisations à percevoir pour le FSST et autres créances, des montants dus par les dépositaires, des créditeurs et frais courus et des montants dus au FSST est équivalente à leur valeur comptable en raison de leur échéance rapprochée.

BUREAUX DE LA CSST

SIÈGE SOCIAL

524, rue Bourdages
C. P. 1200
Succursale Terminus
Québec
(Québec) G1K 7E2
Tél. (418) 266-4850
Téléc. (418) 266-4398

CENTRE ADMINISTRATIF

1199, rue De Bleury
C. P. 6056
Succursale Centre-ville
Montréal
(Québec) H3C 4E1
Téléc. (514) 906-3852

DIRECTIONS RÉGIONALES

Abitibi-Témiscamingue

33, rue Gamble Ouest
Rouyn-Noranda
(Québec) J9X 2R3
Tél. (819) 797-6191
1 800 668-2922
Téléc. (819) 762-9325

2^e étage
1185, rue Germain
Val-d'Or
(Québec) J9P 6B1
Tél. (819) 354-7100
1 800 668-4593
Téléc. (819) 874-2522

Bas-Saint-Laurent

180, rue des Gouverneurs
Case postale 2180
Rimouski
(Québec) G5L 7P3
Tél. (418) 725-6100
1 800 668-2773
Téléc. (418) 725-6237

Chaudière-Appalaches

777, rue des Promenades
Saint-Romuald
(Québec) G6W 7P7
Tél. (418) 839-2500
1 800 668-4613
Téléc. (418) 839-2498

Côte-Nord

Bureau 236
700, boulevard Laure
Sept-Îles
(Québec) G4R 1Y1
Tél. (418) 964-3900
1 800 668-5214
Téléc. (418) 964-3959

235, boulevard La Salle
Baie-Comeau
(Québec) G4Z 2Z4
Tél. (418) 294-7300
1 800 668-0583
Téléc. (418) 294-7325

Estrie

Place-Jacques-Cartier
Bureau 204
1650, rue King Ouest
Sherbrooke
(Québec) J1J 2C3
Tél. (819) 821-5000
1 800 668-3090
Téléc. (819) 821-6116

Gaspésie- Îles-de-la-Madeleine

163, boulevard de Gaspé
Gaspé
(Québec) G4X 2V1
Tél. (418) 368-7800
1 800 668-6789
Téléc. (418) 368-7855

200, boulevard Perron Ouest
New Richmond
(Québec) G0C 2B0
Tél. (418) 392-5091
1 800 668-4595
Téléc. (418) 392-5406

Île-de-Montréal

1, complexe Desjardins
Tour Sud, 31^e étage
Case postale 3
Succursale Place-Desjardins
Montréal
(Québec) H5B 1H1
Tél. (514) 906-3000
Téléc. (514) 906-3200

Lanaudière

432, rue De Lanaudière
Case postale 550
Joliette
(Québec) J6E 7N2
Tél. (450) 753-2600
1 800 461-4489
Téléc. (450) 756-6832

Laurentides

6^e étage
85, rue De Martigny Ouest
Saint-Jérôme
(Québec) J7Y 3R8
Tél. (450) 431-4000
1 800 465-2234
Téléc. (450) 432-1765

Laval

1700, boulevard Laval
Laval
(Québec) H7S 2G6
Tél. (450) 967-3200
Téléc. (450) 668-1174

Longueuil

25, boulevard La Fayette
Longueuil
(Québec) J4K 5B7
Tél. (450) 442-6200
1 800 668-4612
Téléc. (450) 442-6373

Mauricie et Centre-du-Québec

Bureau 200
1055, boulevard des Forges
Trois-Rivières
(Québec) G8Z 4J9
Tél. (819) 372-3400
1 800 668-6210
Téléc. (819) 372-3286

Outaouais

15, rue Gamelin
Case postale 1454
Gatineau
(Québec) J8X 3Y3
Tél. (819) 778-8600
1 800 668-4483
Téléc. (819) 778-8699

Québec

425, rue du Pont
Case postale 4900
Succursale Terminus
Québec
(Québec) G1K 7S6
Tél. (418) 266-4000
1 800 668-6811
Téléc. (418) 266-4015

Saguenay-Lac-Saint-Jean

Place-du-Fjord
901, boulevard Talbot
Case postale 5400
Chicoutimi
(Québec) G7H 6P8
Tél. (418) 696-5200
1 800 668-0087
Téléc. (418) 545-3543

Complexe du Parc
6^e étage
1209, boulevard
du Sacré-Cœur
Case postale 47
Saint-Félicien
(Québec) G8K 2P8
Tél. (418) 679-5463
1 800 668-6820
Téléc. (418) 679-5931

Saint-Jean-sur-Richelieu

145, boulevard Saint-Joseph
Case postale 100
Saint-Jean-sur-Richelieu
(Québec) J3B 6Z1
Tél. (450) 359-2100
1 800 668-2204
Téléc. (450) 359-1307

Valleyfield

9, rue Nicholson
Salaberry-de-Valleyfield
(Québec) J6T 4M4
Tél. (450) 377-6200
1 800 668-2550
Téléc. (450) 377-8228

Yamaska

2710, rue Bachand
Saint-Hyacinthe
(Québec) J2S 8B6
Tél. (450) 771-3900
1 800 668-2465
Téléc. (450) 773-8126

Bureau RC-4
77, rue Principale
Granby
(Québec) J2G 9B3
Tél. (450) 378-7971
Téléc. (450) 776-7256

Bureau 102
26, place Charles-
De Montmagny
Sorel-Tracy
(Québec) J3P 7E3
Tél. (450) 743-2727
Téléc. (450) 746-1036

www.csst.qc.ca :
une adresse branchée sur vos besoins!

La prévention,
j'y travaille
depuis **25!**
ans